



## **Conseil municipal de la ville de Soorts- Hossegor**

### **Département des Landes (40)**

**Séance du 17 mars 2023**

### **Procès-verbal**

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 24**

**Votants : 27**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

**Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

**CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 17 MARS 2023**  
**19 HEURES**

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inviter à assister à la séance du conseil municipal qui aura lieu **le vendredi 17 mars 2023 à 19 heures**, en mairie, 18 avenue de Paris, salle du conseil municipal.

**ORDRE DU JOUR**

**Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 24 février 2023**

**FINANCES :**

- 1. Comptes de gestion 2022**
- 2. Comptes administratifs 2022**
- 3. Affectations définitives des résultats 2022**
- 4. Bilan des acquisitions et cessions foncières 2022**
- 5. Budgets primitifs 2023**
- 6. Autorisations de programme et crédits de paiement**
- 7. Taux d'imposition 2023**
- 8. Subventions aux associations 2023**
- 9. Subvention complémentaire 2022 Office de Tourisme**
- 10. Convention 2023 d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'Office de Tourisme**

**MARCHES PUBLICS :**

- 11. Choix du candidat pour le marché public passé sous la forme d'un accord-cadre pour des prestations de surveillance des biens et de gardiennage sur la voie publique**

## **12. Avenant au marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du Sporting Casino**

### **AFFAIRES GÉNÉRALES :**

**13. Droit d'opposition à la collecte du numéro d'immatriculation des véhicules dans le cadre du stationnement payant sur la commune.**

**14. Sporting-Casino : Renouvellement de l'autorisation d'exploitation des jeux de hasard.**

**15. Approbation des tarifs du golf d'Hossegor.**

**16. Demande de subvention à la Direction régionale des Affaires culturelles (DRAC) Nouvelle-Aquitaine pour la maîtrise d'œuvre des travaux du Sporting-Casino**

### **INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :**

**17. Décisions du maire :**

#### **Affaires sociales**

- Mise à disposition d'un logement communal libre

#### **Affaires funéraires**

- Tarifs de revente d'un caveau brut cimetière

#### **Affaires Générales**

- Acte constitutif d'une régie d'avance et de recettes « événementiel »
- Réattribution d'une concession aux halles à la suite d'un désistement

#### **Marchés publics**

- Marché public de fourniture et de maintenance de dix poubelles compactrices

Soorts-Hossegor, le 10 mars 2023  
Le Maire,

Christophe VIGNAUD

### **Ouverture de séance :**

Bonsoir à tous, bonsoir à ceux qui nous suivent sur internet. Je vais donc procéder à l'appel nominal des conseillers.

Très bien, donc le nombre de conseillers étant atteint, je déclare la séance du Conseil municipal du 17 mars 2023 ouverte. Désignée comme d'habitude secrétaire de séance, Maëlle DUBOSC-PAYSAN.

Je vous passe les feuilles d'émargement, il y aura d'autres feuilles d'ailleurs à l'issue des votes des budgets.

Je vais juste vous communiquer quelques infos très rapidement, comme vous le savez, les waterwomen de Capoptimist ont parcouru quasi les 8000 kilomètres. Leur arrivée est prévue le 25 mars, et à ce propos, nous mettons à disposition le Sporting-Casino pour que les bénévoles de cette expédition soient présents en direct pendant leur arrivée. Si vous le souhaitez, c'est à partir de 19h00 le 25 mars. Nous assisterons en direct à l'arrivée de tout l'équipage dont Emmanuelle (BESCHERON).

Demain après-midi à 17h alors il y a un match de rugby mais il y a surtout Luc Ferry qui sera l'invité de la première conférence dans le cadre du centenaire sur le thème « 100 ans, c'est être jeune ». Demain, samedi 18 mars à 17h00 au Sporting Casino.

Vous pourrez donc assister à cette conférence et partager ce moment avec un philosophe et ancien ministre, c'est très intéressant.

Comme vous le savez, ce soir c'est un conseil axé essentiellement sur le vote du budget et de la manière dont nous allons le conduire l'année 2023, je le répète, j'ai dit bien 2023 puisque c'est uniquement 2023 et j'insiste là-dessus.

Nous allons voter le budget de cette année et non pas celui des années suivantes et les prospectives. Nous avons déjà travaillé sur des prospectives en commission finances mais aussi au sein du service financier de la mairie.

Voilà, je ne vais pas parler plus longtemps je vais laisser la parole à Edouard qui va un peu monopoliser la séance de ce soir.

### **Edouard DUPOUY :**

Merci Monsieur le Maire.

### **Christophe VIGNAUD :**

Pardon, juste une dernière chose et j'allais oublier, il faut approuver le procès-verbal du dernier conseil municipal. Est-ce que vous avez des observations ? Non, passons au vote, unanimité. Merci. Edouard c'est à toi.

### **FINANCES :**

#### **1. Comptes de gestion 2022**

### **Edouard DUPOUY :**

Bonsoir à tous, nous allons donc commencer avec le point numéro un de l'ordre du jour.

Avant de passer au point numéro 1 de l'ordre du jour j'aimerais vous partager une information sur la qualité de nos comptes.

En effet nous avons reçu la synthèse comptable sur la qualité des comptes établis par la Trésorerie principale de St Vincent de Tyrosse et la délégation départementale des finances publiques de Mont de Marsan. Globalement nous avons des comptes très bien tenus qui reflètent la vie de la commune sans excès ou dérapages. Je cite « Ces bons résultats traduisent non seulement le bon niveau de compétences des équipes de la Mairie et de la Trésorerie mais aussi et surtout la qualité du partenariat mis en place entre ces deux acteurs (bonne coopération, respect du calendrier de clôture et réactivité de la Direction Financière et Comptable aux demandes de la Trésorerie). »

Je ne vais pas rentrer dans les petites améliorations trop techniques que nous devons faire pour être encore meilleurs mais juste remercier la Trésorerie et la Direction Départementale de nous avoir choisi pour cet audit et surtout merci à Mélanie (FOURGS) pour son travail précis, efficace et suivi sur ce sujet. On peut passer maintenant au point numéro un qui concerne les comptes de gestion.

Le compte de gestion, établi par le trésorier municipal, retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes, de tous les budgets de la commune.

Il comporte :

- une balance générale de tous les comptes tenus par le Trésorier : les comptes budgétaires mais également les comptes de tiers (créanciers et débiteurs de la collectivité).
- le bilan comptable de la collectivité, qui décrit de façon synthétique, l'actif et le passif de la commune.

En votant le compte de gestion, l'assemblée délibérante constate la stricte concordance du compte administratif et du compte de gestion. Cette concordance entre les deux comptes est ensuite contrôlée par le juge des comptes. Il apprécie la qualité de gestion du Trésorier et peut, si des négligences sont constatées, engager la responsabilité personnelle et pécuniaire de celui-ci.

Y a-t-il des remarques sur ce point ? S'il n'y a pas de remarques, je vous propose de passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Merci.

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230317-001 : Comptes de Gestion 2022 : budget principal et budgets annexes

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

#### Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Les comptes de gestion de l'exercice 2022 ont été établis par la trésorière municipale. Ils constituent le bilan comptable de la commune et présentent une image de la situation financière et patrimoniale du budget principal et des budgets annexes au 31 décembre 2022.

Ces comptes de gestions sont identiques aux comptes administratifs pour la partie budgétaire ; ils les complètent également dans la mesure où ils retracent les immobilisations, ainsi que les comptes de tiers et les comptes financiers.

Sur le rapport de Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances et,

**CONSIDÉRANT** l'avis de la commission des finances réunie le 13 février 2023,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,***

**DÉCLARE** que les comptes de gestion 2022 dressés par Madame la Trésorière Municipale, visés et certifiés conforme par l'ordonnateur, n'appellent ni observation ni réserve de sa part.

**APPROUVE** les comptes de gestion 2022 du budget principal et des budgets annexes de la Commune, conformément aux annexes jointes.

**PRÉCISE** que les résultats budgétaires de l'exercice 2022 sont en tous points identiques aux comptes administratifs 2022 du budget principal et des budgets annexes de la Commune.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

## 2. Comptes administratifs 2022

Je vous propose de passer au point numéro 2, ce sont les comptes administratifs.

Les comptes administratifs se décomposent en 2 parties, la partie de fonctionnement et la partie d'investissement. Je vais démarrer par la partie fonctionnement avec les recettes réelles de fonctionnement donc pour l'exercice 2022, ces recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 11 736 027 €, elles étaient de 12 182 382 € en 2021.

Ce qu'il faut noter et retenir, c'est qu'en 2021, les budgets annexes eau et assainissement ont été clôturés. Les excédents ont été basculés sur le budget principal pour être ensuite transférés au Sydec. L'impact sur les recettes est la perte de 320 000€ de surtaxes.

De l'autre côté, le budget annexe maison de la petite enfance a été fermé et intégré au budget principal dès 2022. La conséquence est la disparition d'une subvention de l'ordre de 200 000 € dans le chapitre « dotations/subventions ».

En 2021, le budget principal avait subventionné les budgets annexes à hauteur de 797 500€, le Casino pour le futur des travaux, Pédebert pour la requalification de la zone et puis les Barthes que nous essayons d'apurer petit à petit. En 2022, seul le budget des Barthes a été subventionné. Ce qui explique ces variations que vous retrouvez dans le document.

Donc sur les principales recettes, on peut préciser que les droits de mutation sont toujours très élevés dans la commune, ils s'élèvent à 1 972 500€, c'est un montant quasi identique à celui de 2021 qui était une année record.

Côté taxe de séjour, également une recette importante de 484 100€, cela correspond donc aux taxes encaissées en 2022.

Sur la fiscalité directe telles que les taxes d'habitations, taxes foncières, des recettes de 4 800 975€ et pour finir, l'occupation du domaine public qui représentent des recettes de 747 000€.

Vous avez eu dans le document qui vous a été adressé la décomposition et la structure des recettes. Sur la fiscalité locale, les taux n'avaient pas bougé, nous avons une progression uniquement due aux bases et puis enfin, peut-être qu'il est utile de mentionner la dotation globale de fonctionnement qui est toujours en diminution qui s'élève à 687 927€ en baisse de 5,7% par rapport à 2021.

Alors, juste pour avoir une vision complète entre 2012 et 2022, la dotation de l'Etat a diminué de 890 000€, donc 56% en 10 ans, c'est énorme. Et vous avez un graphique qui le résume.

Côté dépenses réelles de fonctionnement, donc là vous retrouvez les dépenses de personnel, les charges à caractère général, les autres charges de gestion. Pour l'exercice 2022, elles s'élèvent à 10 380 194€ sachant qu'en 2021 elles étaient de 9 551 122€. Correspondant à 121 agents en équivalent temps plein. Ces recettes, ont évidemment été impactées par l'inflation pour le seul exemple les fluides qui ont augmenté de 110 000€, nous avons également comme je le disais, le transfert des excédents de fonctionnement eau et assainissement au Sydec pour 578 700€.

Et enfin, la disparition de la quasi-totalité des subventions versées au budget annexe notamment celles de Pédebert 330 000€ et de la maison de la petite enfance 200 000€.

Pour les charges de personnel qui ont augmenté, il faut peut-être préciser qu'évidemment, cela fait partie des choix d'amélioration des services qui ont été entrepris avec l'urbanisme, les finances, les ressources humaines, des recrutements qui ont été réalisés en 2021 et 2022 pour lesquels nous avons un effet année pleine sur l'année 2022. A ajouter que le point ressources humaines a également été



impacté par des arrêts de travail de longue durée donc des remplacements à couvrir, et une difficulté croissante à recruter des agents tant saisonniers que permanents. Les maitres-nageurs sauveteurs, les saisonniers longue durée pour les services techniques ou la police municipale...

Le reste de l'augmentation est dû aux évolutions des carrières et des décisions de l'Etat pour les refontes des grilles indiciaire ou la revalorisation du point d'indice.

Alors, si on observe ces chiffres de façon macro, et je trouve que c'est assez intéressant. L'important à noter est que le poids de ces charges de personnel représente 52% des dépenses de fonctionnement, vous allez me dire c'est beaucoup mais c'est beaucoup par rapport à quoi ?

Si on regarde par rapport à d'autres communes, nous sommes totalement dans les clous.

57% en moyenne dans les villes de 5 000 habitants voire jusqu'à 60% dans des villes autour de 10 000 habitants, donc moi je dirais que cet indicateur nous permet ainsi d'affirmer que ces charges sont maîtrisées jusqu'à présent et nous sommes totalement dans les clous.

Sur les dépenses, vous aviez un petit tableau qui vous montre également la structure et puis ce que je propose c'est peut-être de passer à la section d'investissement sauf s'il y a des remarques sur la partie fonctionnement ?

Je ne sais pas si quelqu'un veut intervenir ou je continue sur la partie investissement ? Tu veux intervenir Lionel (BARBERIS)

**Lionel BARBERIS :**

A la fin.

**Edouard DUPOUY :**

À la fin, le meilleur pour la fin.

La section d'investissement, alors on va passer aux recettes réelles d'investissement pour l'exercice 2022, elles s'élèvent à 2 049 252 €, elles étaient de 1 723 008 € en 2021.

Donc, elle se compose des subventions d'investissements, de l'emprunt, des différentes dotations et recettes d'investissement...

La structure qui a été décomposée dans le tableau :

Année	2020 CA	2021 CA	2022 CA	2022-2021 valeur	2022-2021 %
Subventions d'investissement	256 314	398 707	177 359	-221 348	-55,52%
Emprunt et dettes assimilées	940	250	712	462	184,80%
Dotations, fonds divers et réserves	2 105 081	1 294 321	1 871 181	576 860	44,57%
Dont 1068	1 305 000	545 000	1 210 000	665 000	122,02%
Autres recettes d'investissement	61 956	29 730	0	-29 730	-100,00%
<b>Recettes réelles d'investissement</b>	<b>2 424 292</b>	<b>1 723 008</b>	<b>2 049 252</b>	<b>326 245</b>	<b>18,93%</b>
Opérations d'ordre	2 078 045	1 854 933	1 698 185	-156 748	-8,45%
Excédent d'investissement	2 621 603	3 755 067	3 479 514	-275 553	-7,34%
RAR	0	0	0	0	
<b>Recettes réelles d'investissement</b>	<b>7 123 940</b>	<b>7 333 009</b>	<b>7 226 952</b>	<b>-106 056</b>	<b>-1,45%</b>

Je peux peut-être vous préciser qu'en plus des entretiens annuels, des acquisitions de matériel, il y a eu des travaux importants qui ont été réalisés en 2022 avec entre autres l'extension de deux stands aux halles, la rénovation de l'église de Soorts, un gros entretien à l'école également de Soorts, la création du parking des écoles ainsi que l'amorce des travaux du poste de police municipale et puis la place des Landais.

Ensuite, vous avez une décomposition de ces dépenses, peut être un petit zoom sur la dette en capital, pour préciser que le remboursement de la dette s'est élevé à 511 230€ donc il n'y a pas eu de contraction d'emprunt sur l'année donc au fur et à mesure on rembourse et cela suit son cours

Et la projection de désendettement va permettre à la collectivité d'envisager de nouveaux emprunts pour répondre aux futurs besoins en investissement, nous en reparlerons peut-être par la suite.

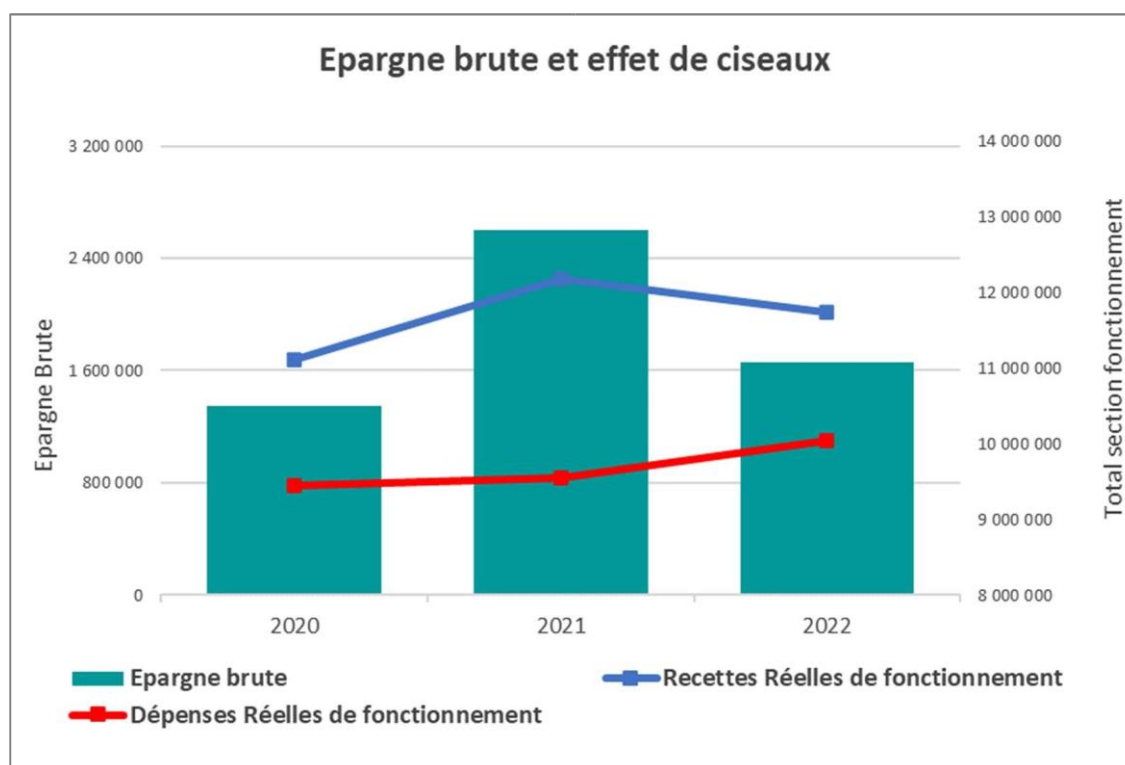
Juste pour finir, deux points, le premier point ce sont les résultats de l'exercice, et les soldes sur la section de fonctionnement, un solde d'exécution à 1 027 507€ ; sur la section d'investissement au contraire on a un déficit de 2 000 515€. Donc le total fait un déficit de 973 008€.

Si ensuite nous prenons en compte les reports à la fois sur la section de fonctionnement, il y avait un report de 4 626 578€ ; puis sur la section d'investissement de 2 547 424€. Un total de réalisation plus report, où là on est positif, et puis vous avez également les restes à réaliser pour arriver à des résultats totaux qui ont un solde d'exécution global de 5 890 995€.

Réalisations de l'exercice	Dépenses	Recettes	Solde d'execution
Section de fonctionnement	11 736 380	12 763 887	1 027 507
Section d'investissement	5 747 953	3 747 438	-2 000 515
<b>Total</b>	<b>17 484 333</b>	<b>16 511 325</b>	<b>-973 008</b>
Reports	Dépenses	Recettes	Solde d'execution
Section de fonctionnement	0	4 626 578	4 626 578
Section d'investissement	932 090	3 479 514	2 547 424
Total Réalisations + reports	Dépenses	Recettes	Solde d'execution
Section de fonctionnement	11 736 380	17 390 466	5 654 086
Section d'investissement	6 680 043	7 226 952	546 909
Restes à réaliser	Dépenses	Recettes	Solde d'execution
Section de fonctionnement	0	0	0
Section d'investissement	310 000	0	-310 000
Résultats totaux	Dépenses	Recettes	Solde d'execution
Section de fonctionnement	11 736 380	17 390 466	5 654 086
Section d'investissement	6 990 043	7 226 952	236 909
<b>Total</b>	<b>18 726 423</b>	<b>24 617 418</b>	<b>5 890 995</b>

Pour finir, vous avez également un certain nombre de ratios d'analyses financières avec l'épargne brute, l'épargne nette ou la capacité d'autofinancement.

Le montant de l'épargne brute de la collectivité, c'est la différence entre l'axe bleu et l'axe rouge que vous avez dans le graphique.



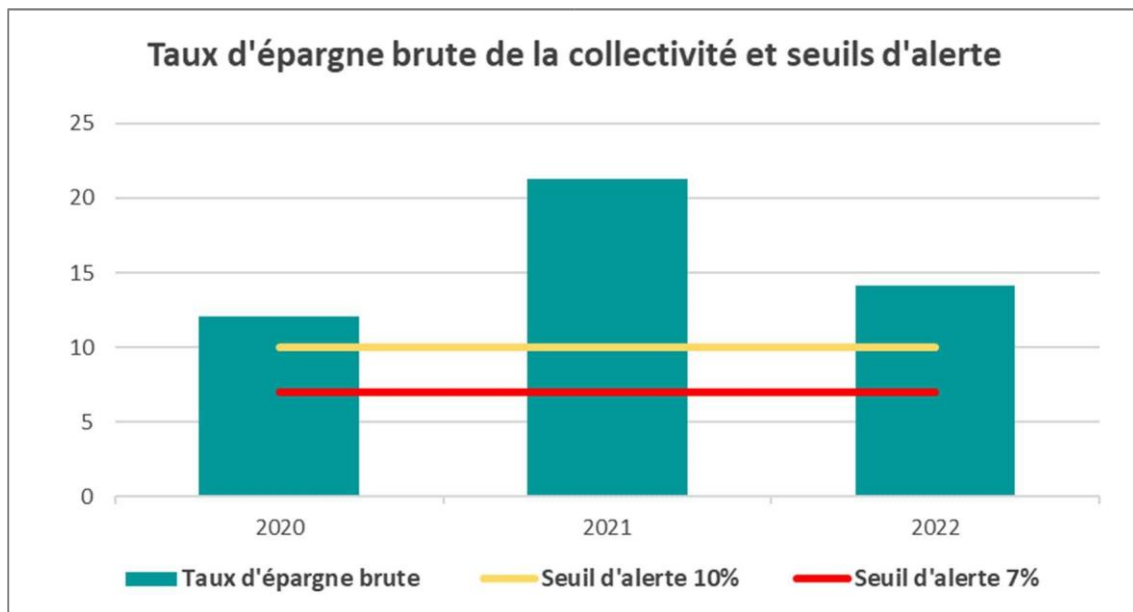
Pour l'exercice 2022, ce qu'il faut noter c'est que l'épargne brut s'élève à un montant de 1 600 620€ elle était de 2 597 040€ en 2021, donc comme nous l'avons vu dans les points précédents, les recettes réelles ont diminué à la suite de la disparition de ces budgets annexes, eau et assainissement et ces surtaxes pour 120 000€, la réintégration de la maison de la petite enfance 200 000€, et les subventions exceptionnelles versées en 2021 et automatiquement cela déséquilibre ce total.

S'agissant des recettes réelles de fonctionnement, il y a une augmentation due à l'inflation, je l'ai dit tout à l'heure et puis toujours ces écritures de transfert des excédents eau et assainissement qui déséquilibre et également les charges de personnel.

Donc ces effets conjugués ont réduit l'épargne brute puisque cela a réduit de 935 000€ dont 578 000€ liés au transfert des excédents au Sydec et en fait sans cette dépense exceptionnelle si on fait un calcul à l'inverse on aurait eu une épargne brute de 2 240 000€, soit 350 000€ de moins et complètement dans les clous, c'est pour avoir des éléments de comparaison à peu près équivalents et pertinents.

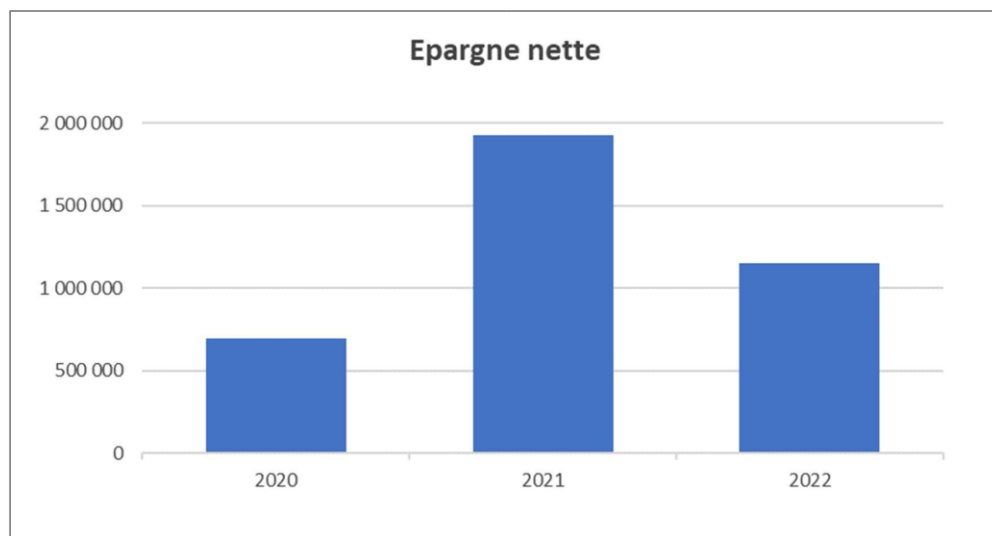
En conclusion il est donc important de faire attention à l'évolution de cet indicateur surtout en période d'inflation, il sera nécessaire dans les années à venir de trouver de nouvelles recettes mais aussi d'être attentifs au montant des dépenses réelles.

L'augmentation de l'épargne brute nous permettrait de générer plus d'autofinancement et donc de pouvoir investir plus, ensuite un graphique sur l'épargne brute de la collectivité. Petite information, il y a 2 seuils d'alertes, le seuil de 10%, le seuil de 7% et on voit bien pour 2022 la commune est au-dessus puisqu'on a un seuil autour de 15%.



Si je ne dis pas de bêtises, vous avez un le graphique sur l'épargne nette, je viens d'en reparler.

La capacité de désendettement, bon là pour le coup nous avons vu qu'étant donné qu'il n'y a pas de nouvel emprunt, donc pas vraiment de sujet, ces graphiques ne sont alors pas particulièrement pertinents.



Pour finir dans cette présentation vous avez l'ensemble des ratios obligatoires, vous en avez 11 qui sont détaillés :

Ratios / Année	2020	2021	2022
1 - DRF € / hab	1 342	1 357	1 398
2 - Fiscalité directe € / hab	635	650	672
3 - RRF € / hab	1 577	1 731	1 635
4 - Dépenses d'équipement € / hab	207	204	201
5 - Dette / hab	783	689	459
6 - DGF / hab	100	95	87
7 - Dépenses de personnel / DRF	47,8%	49,5%	51,5%
8 - CMPF (coeff de mobilisation du potentiel fiscal) Fiscalité / PF	0,51	0,51	0,55
9 - DRF + Capital de la dette / RRF	90,9%	83,9%	89,9%
10 - Dépenses d'équipement / RRF	13,1%	11,8%	12,3%
11 - Encours de la dette / RRF Taux d'endettement	49,7%	39,8%	28,1%

À chaque fois, des comparatifs avec les communes de la même strate, même si je le répète c'est toujours difficile de se comparer avec des communes soit de 5 000 à 10 000 habitants soit des communes de 10 000 à 20 000 habitants. Je vous passe le détail de tous ces ratios. J'en ai donc terminé.

Est-ce qu'il y a des remarques ? Des interventions ? Lionel ?

**Lionel BARBERIS :**

Merci, merci pour la présentation, je reviens juste sur le point de départ par rapport au commentaire fait par le Trésorier. Vu les sommes brassées sur la commune, c'est vrai que nous sommes sur une strate de commune plutôt à 20 à 40000 habitants, puisque même si nous avons moins d'habitants en réalité, on est classé sur les communes de 20 à 40000 habitants.

Donc les sommes brassées sont conséquentes, et on le voit. Et c'est vrai que dans la qualité du travail ce que je voudrais déjà soulever c'est que le travail qu'on a commencé à faire ensemble depuis le début du mandat est qualitatif tant au niveau des services qu'au niveau des élus puisque le travail qu'on a pu faire sur tous les indicateurs qu'on a commencé à monter, car je pense qu'il y a 3 ans au début du mandat, il n'y avait pas tous ces indicateurs, on n'était pas sur ces outils-là de pilotage qui sont aujourd'hui nécessaires. Ils étaient surement moins nécessaires qu'ils le sont aujourd'hui avec la situation générale.

Et, je pense que c'est plutôt une bonne chose qu'on ait su les mettre en place. Je pense que la commission finance est productive à ce niveau-là et voilà déjà je voudrais déjà vous remercier d'avoir su nous écouter et d'avoir effectué un travail collectif au niveau de cette commission.

Sur le budget, j'ai déjà dit beaucoup de choses sur le compte administratif lors du dernier conseil municipal, donc je ne vais pas forcément être très long là-dessus parce que je reste sur ce qui a été abordé.

Mais je pense que malgré tout, que nous sommes sur un moment un peu technique du mandat, et c'est pour cela qu'il ne faut pas du tout se gargariser en disant tout va bien et c'est génial, parce que je pense que nous sommes vraiment à un moment charnière.

C'est-à-dire, et on le voit bien sûr les résultats, une collectivité qui annonce des excédents d'investissements c'est une collectivité qui n'investit pas. Là, on est vraiment à ce moment de creux où les investissements doivent arriver maintenant, cela fait 3 ans, donc avoir un excédent de fonctionnement et un excédent d'investissement c'est anormal puisque dans une collectivité on doit avoir un excédent de fonctionnement et un déficit d'investissement et c'est tout à fait logique, alors c'est un peu technique mais c'est comme ça qu'une collectivité doit être pilotée.

Nous avons des taux de désendettement qui sont faibles, mais c'est pareil la dette a largement baissé, elle avait déjà largement baissé sous l'ancien mandat, elle a continué à baisser parce que les investissements sont en attente. Aujourd'hui ils vont démarrer, mais ce démarrage-là qui va se faire en même temps qu'une inflation assez importante, en même temps que des taux d'intérêts qui sont conséquents, parce qu'on ne va pas emprunter à des taux faibles, et on le sait. Font que ces indicateurs vont très vite se dégrader, si on n'a pas une gestion rigoureuse de l'ensemble des dépenses de fonctionnement.

Alors le programme d'investissement, il est aujourd'hui assez clair à apporter dans le futur, il est assez conséquent. Et cela demandera de vraies capacités financières, et quand on dit « c'est maîtrisé sur la masse salariale », oui certes, mais quand on fait 14% d'augmentation de masse salariale en 2 ans ce n'est pas ma vision de la maîtrise, et vous le savez. Ce n'est pas comme ça que j'aurais fait en tout cas que nous aurions fait et nous restons sur cette position qui est de dire : « vous avez engagé des choses, vous le faites d'une certaine manière ». Nous avons un programme, Monsieur le maire l'a souvent précisé, assez identique. Mais sur ces charges-là, on aurait peut-être fait autrement.

En tout cas, ce qui est sûr c'est qu'aujourd'hui on reste sur une position qui est de dire allons-y nous, mais nous serons en abstention sur l'ensemble des comptes administratifs.

Comme depuis le départ d'ailleurs, et ce n'est pas un votre « contre », parce que je pense que le travail est fait, il est fait avec une écoute, nous travaillons ensemble et vous nous écoutez sur l'ensemble des points.

Nous sommes dans une entente qui est réelle et merci pour cela, mais nous restons dans une posture qui est de dire : « nous aimerions aller plus loin ». Cela a déjà été dit, on aimerait aller plus loin sur l'écologie, on aimerait aller plus loin sur certains points. Il y a des choses qui se font et c'est pour cela que nous sommes sûr de l'abstention, pas de l'opposition.

Nous restons très attentifs sur le fait que nous soyons à un moment charnière, on est sur les 3 ans du mandat où l'investissement a été assez peu porté, ça va rebondir à partir de l'année prochaine, les indicateurs vont être vraiment très différents et je pense que là que nous verrons effectivement tout le travail qui doit porter ses fruits notamment de perspectives financières.

Monsieur le maire nous avons suffisamment travailler là-dessus.

**Christophe VIGNAUD :**

En tout cas je me félicite de ce que tu viens de nous dire, sur le travail qu'on effectue tous ensemble. Sur la commission finances, sur les perspectives comme tu viens de le souligner, et que l'on essaie de mettre en place, et je pense que cela va porter ses fruits. Piloter le mieux possible, alors, je précise, qu'il y a quand même des travaux d'investissements qui ont été faits.

Là, tu parles du plus lourd qui va arriver, le Sporting, oui. Mais entre temps et depuis 3 ans, il y a quand même eu des investissements. Après nous avons fait un choix, et je pense que c'est vrai, nous n'avons pas à rougir du programme que l'on avait fait. Quand je dis-nous, c'est nous tous ensemble présents autour de la table puisque vous aviez plus ou moins en termes « politiques », même si je n'aime pas ce mot-là, un programme plus ou moins identique.

Et, je ne suis pas certain que la mise en œuvre n'aurait pu se faire de la même façon pour plein de raisons que l'on a déjà évoquées ensemble mon cher Lionel (BARBERIS).

Nous avons fait un choix d'avoir une mairie qui soit très efficiente les dans les services, c'est vrai que ça alourdit un peu la masse salariale, mais au regard de certaines autres communes dans les mêmes strates et même par rapport à la communauté de communes, nous sommes dans une position relativement basse.

Il est certain, on pourrait dire que 2022 était bien et 2023 sera bien, mais on ne va avoir une gloriole très importante puisque nous savons aussi que les 3 ans prochaines années qui arrivent avec des investissements importants et donc il va falloir faire attention et être vigilants.

Edouard ? D'autres remarques ? Je te repasse donc la parole.

**Edouard DUPOUY :**

Non, je n'ai pas d'autres remarques supplémentaires et si personne ne veut prendre la parole, je vous propose de passer au vote.

**Christophe VIGNAUD :**

En revanche, il faut que je sorte.

**Edouard DUPOUY :**

Oui tout à fait Monsieur le Maire.

Alors, ce que j'aimerais vous proposer c'est de voter peut-être par section, si tout le monde est d'accord ?

Oui, avant cela on va élire un président de séance, je me propose ! Y'a t-il d'autres candidats qui veulent se présenter ? Vraiment, bon je me présente et je vous soumetts au vote.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Merci.

Je suis donc Président en l'absence du Maire.

Avant de passer au vote de la délibération, juste vous demander si vous êtes d'accords pour voter par section plutôt que d'énumérer chaque chapitre ? Enfin si cela vous convient, j'ai cru comprendre que vous aviez une position commune des comptes administratifs. Parfait, donc ce que je vous propose c'est de passer au vote des dépenses de fonctionnement sur le budget principal

Le chapitre 11 qui s'élève à 2 898 484€, le chapitre 12 pour 5 168 632€, le chapitre 14 pour 50 205€, le chapitre 65 pour 1 112 895€, le chapitre 66 pour 71 031€, le chapitre 67 pour 137 992€, le chapitre 68 pour 13 934€, et enfin le chapitre 42 pour 686 303€. C

Ce qui nous faut être des dépenses de fonctionnement pour 10 635 479€.

Passons au vote, qui est contre ? qui s'abstient ? Qui est pour ? Merci.



Passons aux recettes de fonctionnement maintenant avec le chapitre 13 pour 90 764€, le chapitre 70 pour 1 778 047€, le chapitre 73 pour 8 109 278€, le chapitre 74 pour 795 040€, le chapitre 75 pour 370 004€, le chapitre 42 pour 95 770€, et enfin le chapitre 2 pour 3 604 578€

Donc ce qui nous fait un montant global de recettes de fonctionnements de 15 001 586,44 € soit un excédent de 4 366 106,63€. Qui est contre ? qui s'abstient ? qui est pour ? Merci.

Côté investissement, avec les dépenses d'investissement, vous avez le chapitre 40 pour 95 770€, le chapitre 10 pour 797 013,27€, le chapitre 16 pour 471 548€, le chapitre 20 pour 46 322€, le chapitre 204 pour 160 178,61 €, le chapitre 21 pour 1 155 271,97 €, opérations pour 1 987 247€ soit un total de 4 713 351€. Qui est contre ? qui s'abstient ? qui est pour ? Merci

Les recettes d'investissements, le chapitre 10 pour 1 661 181,29 €, chapitre 13 pour 177 359,18 €, chapitre 16 pour 712€, chapitre 40 pour 686 303€, chapitre 1 pour 3 101 557,48€ avec un global de 5 627 913 € soit un excédent de 913 761€ sur la partie investissement. Qui est contre ? qui s'abstient ? qui est pour ? Merci

On va voter ensuite les budgets annexes pour redémarrer par le budget casino, et je vous propose de voter le budget dans sa globalité s'il n'y a pas d'opposition ?

On gagnera un petit peu de temps, donc sur la partie fonctionnement des dépenses de 74 217€, des recettes de 848 020€.

Côté investissements, des dépenses de 62 580€, des recettes de 585 968€ et vous avez le solde à chaque fois, le solde de fonctionnement de 773 803€ et solde d'investissement de 523 388€. Qui est contre ? qui s'abstient ? qui est pour ? Merci

Ensuite, le budget cinéma sur la partie fonctionnement, des dépenses de 150€, des recettes de 50 360€. Côté en investissements, il n'y a pas de dépenses et il y a des recettes de 34 271€. Avec un solde sur la partie fonctionnement de 50 210€ sur la partie investissements 34 271€ Qui est contre ? qui s'abstient ? qui est pour ? Merci

Le budget extension Pédebert 2, que nous n'aurons plus le plaisir de voter l'année prochaine, j'espère qu'il sera clôturé. Là où nous avons uniquement des dépenses et des recettes de fonctionnement sur les dépenses 30 372€ et sur les recettes 299 151€ et un solde de 268 779€. Qui est contre ? qui s'abstient ? qui est pour ? Merci

Le budget restaurant front de mer, sur la partie fonctionnement côté dépenses, 64 070€, des recettes de 109 256€, côté investissement, des dépenses de 39 931€, des recettes de 47 509€. Qui est contre ? qui s'abstient ? qui est pour ? Merci

Et enfin, dernier budget annexe et pas des moindres les lotissements des Barthes, sur la partie fonctionnement on a des dépenses de 932 089€, des recettes de 1 082 089€, ça qui fait un solde de fonctionnement de 150 000€ et côté investissements vous avez des dépenses de 1 864 179€ et des données négatives de 932 089€. Qui est contre ? qui s'abstient ? qui est pour ? Merci, c'est terminé.

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230317-002-01 : Compte administratif 2022 : budget principal

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 26

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Conformément à l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Le Maire ne prend pas part au vote,**

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances, donne lecture du Compte Administratif 2022 du budget principal dont les résultats budgétaires de l'exercice sont identiques à ceux du Compte de Gestion.

**VU** les articles L. 1612-12 et L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**CONSIDÉRANT** l'avis de la commission des finances réunie le 13 février 2023,

**CONSIDÉRANT** la note de présentation des Comptes Administratifs exposée par Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances,

**CONSIDÉRANT** que le Conseil Municipal a procédé à l'élection d'un nouveau Président de séance en la personne de Monsieur Édouard DUPOUY,

**CONSIDÉRANT** que Monsieur le Maire a quitté la séance pour le vote du Compte Administratif 2022,

*Après en avoir délibéré,*

*Avec 20 voix pour,*

*Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)*

*Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** le Compte Administratif 2022 du budget principal de la Commune conformément à l'annexe jointe.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230317-002-02 : Compte administratif 2022 : budget casino

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 26

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Conformément à l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Le Maire ne prend pas part au vote,**

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances, donne lecture du Compte Administratif 2022 du budget casino dont les résultats budgétaires de l'exercice sont identiques à ceux du Compte de Gestion.

**VU** les articles L. 1612-12 et L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**CONSIDÉRANT** l'avis de la commission des finances réunie le 13 février 2023,

**CONSIDÉRANT** la note de présentation des Comptes Administratifs exposée par Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances,

**CONSIDÉRANT** que le Conseil Municipal a procédé à l'élection d'un nouveau Président de séance en la personne de Monsieur Édouard DUPOUY,

**CONSIDÉRANT** que Monsieur le Maire a quitté la séance pour le vote du Compte Administratif 2022,

*Après en avoir délibéré,*

*Avec 20 voix pour,*

*Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)*

*Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** le Compte Administratif 2022 du budget casino de la Commune conformément à l'annexe jointe.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230317-002-03 : Compte administratif 2022 : budget cinéma

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 26

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Conformément à l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Le Maire ne prend pas part au vote,**

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances, donne lecture du Compte Administratif 2022 du budget cinéma dont les résultats budgétaires de l'exercice sont identiques à ceux du Compte de Gestion.

**VU** les articles L. 1612-12 et L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**CONSIDÉRANT** l'avis de la commission des finances réunie le 13 février 2023,

**CONSIDÉRANT** la note de présentation des Comptes Administratifs exposée par Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances,

**CONSIDÉRANT** que le Conseil Municipal a procédé à l'élection d'un nouveau Président de séance en la personne de Monsieur Édouard DUPOUY,

**CONSIDÉRANT** que Monsieur le Maire a quitté la séance pour le vote du Compte Administratif 2022,

*Après en avoir délibéré,*

*Avec 20 voix pour,*

*Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)*

*Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** le Compte Administratif 2022 du budget cinéma de la Commune conformément à l'annexe jointe.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230317-002-04 : Compte administratif 2022 : budget Pédebert extension 2

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 26

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Conformément à l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Le Maire ne prend pas part au vote,**

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances, donne lecture du Compte Administratif 2022 du budget Pédebert extension 2 dont les résultats budgétaires de l'exercice sont identiques à ceux du Compte de Gestion.

**VU** les articles L. 1612-12 et L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**CONSIDÉRANT** l'avis de la commission des finances réunie le 13 février 2023,



**CONSIDÉRANT** la note de présentation des Comptes Administratifs exposée par Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances,

**CONSIDÉRANT** que le Conseil Municipal a procédé à l'élection d'un nouveau Président de séance en la personne de Monsieur Édouard DUPOUY,

**CONSIDÉRANT** que Monsieur le Maire a quitté la séance pour le vote du Compte Administratif 2022,

*Après en avoir délibéré,*

*Avec 20 voix pour,*

*Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)*

*Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** le Compte Administratif 2022 du budget Pédebert extension 2 de la Commune conformément à l'annexe jointe.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230317-002-05 : Compte administratif 2022 : budget restaurant front de mer

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 26

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Conformément à l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Le Maire ne prend pas part au vote,**

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances, donne lecture du Compte Administratif 2022 du budget restaurant front de mer dont les résultats budgétaires de l'exercice sont identiques à ceux du Compte de Gestion.

**VU** les articles L. 1612-12 et L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**CONSIDÉRANT** l'avis de la commission des finances réunie le 13 février 2023,

**CONSIDÉRANT** la note de présentation des Comptes Administratifs exposée par Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances,

**CONSIDÉRANT** que le Conseil Municipal a procédé à l'élection d'un nouveau Président de séance en la personne de Monsieur Édouard DUPOUY,

**CONSIDÉRANT** que Monsieur le Maire a quitté la séance pour le vote du Compte Administratif 2022,

*Après en avoir délibéré,*

*Avec 20 voix pour,*

*Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)*

*Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** le Compte Administratif 2022 du budget restaurant front de mer de la Commune conformément à l'annexe jointe.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230317-002-06 : Compte administratif 2022 : budget lotissement les Barthes

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 26

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Conformément à l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Le Maire ne prend pas part au vote,**

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances, donne lecture du Compte Administratif 2022 du budget lotissement les barthes dont les résultats budgétaires de l'exercice sont identiques à ceux du Compte de Gestion.

**VU** les articles L. 1612-12 et L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**CONSIDÉRANT** l'avis de la commission des finances réunie le 13 février 2023,

**CONSIDÉRANT** la note de présentation des Comptes Administratifs exposée par Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances,

**CONSIDÉRANT** que le Conseil Municipal a procédé à l'élection d'un nouveau Président de séance en la personne de Monsieur Édouard DUPOUY,

**CONSIDÉRANT** que Monsieur le Maire a quitté la séance pour le vote du Compte Administratif 2022,

*Après en avoir délibéré,*

*Avec 20 voix pour,*

*Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)*

*Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** le Compte Administratif 2022 du budget lotissement les barthes de la Commune conformément à l'annexe jointe.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

### 3. Affectations définitives des résultats 2022

Monsieur le Maire, vous pouvez retrouver votre place, nous allons passer au point numéro 3, qui en fait est la conséquence de tout ce que nous avons voté puisque là, il s'agit de voter l'affectation définitive des résultats 2022.

Pour cela vous avez un tableau pour chacun des budgets que nous avons évoqués. Vous avez l'excédent de fonctionnement que l'on vient de voter et puis la proposition de l'affectation, donc soit un report en fonctionnement soit une affectation en investissement. Le choix qui a été fait c'est d'affecter sur la partie principale 2 000 000€ en investissement et également 10 000€ en investissement pour le restaurant front de mer.

Affectations définitives des résultats 2022

Budgets	Excédents de fonctionnement 2022	Report en fonctionnement au c/002	Affectation en investissement au c/1068	Résultats d'investissement 2022
Principal	4 366 106,63 €	2 366 106,63 €	2 000 000,00 €	913 761,66 €
Casino	773 803,40 €	773 803,40 €	0,00 €	523 388,49 €
Cinéma	50 210,11 €	50 210,11 €	0,00 €	34 271,10 €
Pédebert extension 2	268 779,43 €	268 779,43 €	0,00 €	0,00 €
Restaurant Font de Mer	45 186,26 €	35 186,26 €	10 000,00 €	7 577,44 €
Lot. Les Barthes	150 000,00 €	150 000,00 €	0,00 €	-932 089,73 €

S'il n'y a pas de remarque, je vous propose de passer au vote, nous pouvons voter cela dans sa globalité, si tout le monde est d'accord ? Parfait. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Parfait, merci.

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230317-003-01 : Affectation des résultats 2022 : budget principal

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

#### Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le vote du compte administratif et du compte de gestion constitue l'arrêté des comptes de la commune. Au titre de l'exercice clos, il fait ressortir un résultat de la section de fonctionnement et le solde d'exécution de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser.

La M14 encadre les modalités d'affectation du résultat de fonctionnement. Lorsque la section d'investissement fait apparaître un besoin de financement, le résultat de fonctionnement doit être affecté en priorité à la couverture de ce besoin (compte 1068) et le solde, selon la décision de l'assemblée délibérante, est inscrit en excédents de fonctionnement reportés (reports à nouveau compte 002) ou en dotation complémentaire de réserves (compte 1068).

Après l'approbation du compte administratif 2022 du budget principal, il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de cet exercice.

**VU** l'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les instructions comptables M14 et M49,

**VU** les résultats des Comptes Administratifs 2022 et notamment celui du budget principal (délibération n°230317-02-01),

**CONSIDÉRANT** l'avis de la commission des finances réunie le 13 février 2023 et après avoir entendu les résultats du compte administratif 2022 et son vote,

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,***

**DÉCIDE** d'affecter le résultat de fonctionnement 2022 comme suit :

- Budget Principal Commune :

Résultat de fonctionnement 2022 :	4 366 106,63 €
Il est proposé	
- d'affecter au c/1068 :	2 000 000,00 €
- de reporter au c/002 :	2 366 106,63 €
Résultat d'investissement 2022, reporté au c/001 :	913 761,66 €

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230317-003-02 : Affectation des résultats 2022 : budget casino

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

#### Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le vote du compte administratif et du compte de gestion constitue l'arrêté des comptes de la commune. Au titre de l'exercice clos, il fait ressortir un résultat de la section de fonctionnement et le solde d'exécution de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser.

La M14 encadre les modalités d'affectation du résultat de fonctionnement. Lorsque la section d'investissement fait apparaître un besoin de financement, le résultat de fonctionnement doit être affecté en priorité à la couverture de ce besoin (compte 1068) et le solde, selon la décision de l'assemblée délibérante, est inscrit en excédents de fonctionnement reportés (reports à nouveau compte 002) ou en dotation complémentaire de réserves (compte 1068).

Après l'approbation du compte administratif 2022 du budget casino, il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de cet exercice.

**VU** l'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les instructions comptables M14 et M49,

**VU** les résultats des Comptes Administratifs 2022 et notamment celui du budget casino (délibération n°230317-02-02),

**CONSIDÉRANT** l'avis de la commission des finances réunie le 13 février 2023 et après avoir entendu les résultats du compte administratif 2022 et son vote,

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,***

**DÉCIDE** d'affecter le résultat de fonctionnement 2022 comme suit :

- Budget Principal Casino :

Résultat de fonctionnement 2022 :	773 803,40 €
-----------------------------------	--------------

Il est proposé

- d'affecter au c/1068 :	0,00 €
- de reporter au c/002 :	773 803,40 €

Résultat d'investissement 2022, reporté au c/001 :	523 388,49 €
--	--------------

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230317-003-03 : Affectation des résultats 2022 : budget cinéma

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

#### Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le vote du compte administratif et du compte de gestion constitue l'arrêté des comptes de la commune. Au titre de l'exercice clos, il fait ressortir un résultat de la section de fonctionnement et le solde d'exécution de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser.

La M14 encadre les modalités d'affectation du résultat de fonctionnement. Lorsque la section d'investissement fait apparaître un besoin de financement, le résultat de fonctionnement doit être affecté en priorité à la couverture de ce besoin (compte 1068) et le solde, selon la décision de l'assemblée délibérante, est inscrit en excédents de fonctionnement reportés (reports à nouveau compte 002) ou en dotation complémentaire de réserves (compte 1068).

Après l'approbation du compte administratif 2022 du budget cinéma, il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de cet exercice.

**VU** l'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les instructions comptables M14 et M49,

**VU** les résultats des Comptes Administratifs 2022 et notamment celui du budget cinéma (délibération n°230317-02-03),

**CONSIDÉRANT** l'avis de la commission des finances réunie le 13 février 2023 et après avoir entendu les résultats du compte administratif 2022 et son vote,

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,***

**DÉCIDE** d'affecter le résultat de fonctionnement 2022 comme suit :

- Budget Principal Cinéma :

Résultat de fonctionnement 2022 :	50 210,11 €
Il est proposé	
- d'affecter au c/1068 :	0,00 €
- de reporter au c/002 :	50 210,11 €
Résultat d'investissement 2022, reporté au c/001 :	34 271,10 €

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230317-003-04 : Affectation des résultats 2022 : budget Pédebert extension 2

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

#### Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le vote du compte administratif et du compte de gestion constitue l'arrêté des comptes de la commune. Au titre de l'exercice clos, il fait ressortir un résultat de la section de fonctionnement et le solde d'exécution de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser.

La M14 encadre les modalités d'affectation du résultat de fonctionnement. Lorsque la section d'investissement fait apparaître un besoin de financement, le résultat de fonctionnement doit être affecté en priorité à la couverture de ce besoin (compte 1068) et le solde, selon la décision de l'assemblée délibérante, est inscrit en excédents de fonctionnement reportés (reports à nouveau compte 002) ou en dotation complémentaire de réserves (compte 1068).

Pour les budgets lotissements, le résultat de fonctionnement doit être automatiquement reporté en fonctionnement.

Après l'approbation du compte administratif 2022 du budget Pédebert extension 2, il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de cet exercice.

**VU** l'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les instructions comptables M14 et M49,

**VU** les résultats des Comptes Administratifs 2022 et notamment celui du budget Pédebert extension 2 (délibération n°230317-02-04),

**CONSIDÉRANT** l'avis de la commission des finances réunie le 13 février 2023 et après avoir entendu les résultats du compte administratif 2022 et son vote,

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,***

**DÉCIDE** d'affecter le résultat de fonctionnement 2022 comme suit :

- Budget Principal Pédebert extension 2 :

Résultat de fonctionnement 2022 :	268 779,43 €
-----------------------------------	--------------

Il est proposé

- d'affecter au c/1068 :	0,00 €
- de reporter au c/002 :	268 779,43 €

Résultat d'investissement 2022, reporté au c/001 :	0,00 €
--	--------

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

Le Maire,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

**Christophe VIGNAUD**

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230317-003-05 : Affectation des résultats 2022 : budget restaurant front de mer

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

#### Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le vote du compte administratif et du compte de gestion constitue l'arrêté des comptes de la commune. Au titre de l'exercice clos, il fait ressortir un résultat de la section de fonctionnement et le solde d'exécution de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser.

La M49 encadre les modalités d'affectation du résultat de fonctionnement. Lorsque la section d'investissement fait apparaître un besoin de financement, le résultat de fonctionnement doit être affecté en priorité à la couverture de ce besoin (compte 1068) et le solde, selon la décision de l'assemblée délibérante, est inscrit en excédents de fonctionnement reportés (reports à nouveau compte 002) ou en dotation complémentaire de réserves (compte 1068).

Après l'approbation du compte administratif 2022 du budget restaurant front de mer, il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de cet exercice.

**VU** l'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les instructions comptables M14 et M49,

**VU** les résultats des Comptes Administratifs 2022 et notamment celui du budget restaurant front de mer (délibération n°230317-02-05),

**CONSIDÉRANT** l'avis de la commission des finances réunie le 13 février 2023 et après avoir entendu les résultats du compte administratif 2022 et son vote,

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,***

**DÉCIDE** d'affecter le résultat de fonctionnement 2022 comme suit :

- Budget Principal restaurant front de mer :

Résultat de fonctionnement 2022 :	45 186,26 €
Il est proposé	
- d'affecter au c/1068 :	10 000,00 €
- de reporter au c/002 :	35 186,26 €
Résultat d'investissement 2022, reporté au c/001 :	7 577,44 €

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230317-003-06 : Affectation des résultats 2022 : budget lotissement les Barthes

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

#### Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le vote du compte administratif et du compte de gestion constitue l'arrêté des comptes de la commune. Au titre de l'exercice clos, il fait ressortir un résultat de la section de fonctionnement et le solde d'exécution de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser.

La M14 encadre les modalités d'affectation du résultat de fonctionnement. Lorsque la section d'investissement fait apparaître un besoin de financement, le résultat de fonctionnement doit être affecté en priorité à la couverture de ce besoin (compte 1068) et le solde, selon la décision de l'assemblée délibérante, est inscrit en excédents de fonctionnement reportés (reports à nouveau compte 002) ou en dotation complémentaire de réserves (compte 1068).

Pour les budgets lotissements, le résultat de fonctionnement doit être automatiquement reporté en fonctionnement.

Après l'approbation du compte administratif 2022 du budget lotissement les Barthes, il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de cet exercice.

**VU** l'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les instructions comptables M14 et M49,

**VU** les résultats des Comptes Administratifs 2022 et notamment celui du budget lotissement les Barthes (délibération n°230317-02-06),

**CONSIDÉRANT** l'avis de la commission des finances réunie le 13 février 2023 et après avoir entendu les résultats du compte administratif 2022 et son vote,

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,***

**DÉCIDE** d'affecter le résultat de fonctionnement 2022 comme suit :

- Budget Principal lotissement les Barthes :

Résultat de fonctionnement 2022 :	150 000,00 €
Il est proposé	
- d'affecter au c/1068 :	0,00 €
- de reporter au c/002 :	150 000,00 €
Résultat d'investissement 2022, reporté au c/001 :	-932 089,73 €

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

#### 4. Bilan des acquisitions et cessions foncières 2022

Passons au point numéro 4, il s'agit du bilan des acquisitions et des cessions foncières en 2022, que l'on vote chaque année, donc cette année, il n'y a pas eu de cessions, il y a eu 3 acquisitions, nous en avons déjà parlé précédemment, la voie verte dans les Barthes avec deux acquisitions et puis le futur square de Soorts.

##### Bilan Acquisitions et cessions foncières 2022

###### ACQUISITION

Date délibération	Objet de l'acquisition	Vendeur	Surface m²	Montant	Date acquisition	Sections cadastrales	Budget
26/01/2018	Voie verte Les Barthes	CASTAGNET Jean-Jacques	1 077	269,25 €	22/12/2021	AX 106	COMMUNE
08/03/2019	Voie verte Les Barthes	LARRIVEAU François	52	14 068,79 €	14/04/2022	AV 340	COMMUNE
06/04/2022	Futur square Soorts	AHETZ-ETCHEBER Jean-Bernard	729	56 705,89 €	04/08/2022	AV 342	COMMUNE

###### CESSION

Date délibération	Objet de la cession	Acquéreur	Surface m²	Montant	Date cession	Sections cadastrales	Budget
	Néant						

Nous avons déjà évoqué tout cela lors de précédents conseils, est-ce qu'il y a des questions des remarques sur ce bilan ?

Non, je vous propose de passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Merci.

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

**Séance du 17 mars 2023**

### Délibération n°230317-04 : Bilan des acquisitions et cessions foncières 2022

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 24**

**Votants : 27**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

**Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances rappelle à l'assemblée que l'article L. 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le bilan annuel des acquisitions et cessions foncières réalisées par la Commune, donne lieu à une délibération du Conseil Municipal. Ce bilan est annexé au Compte Administratif de la Commune.

Pour l'année 2022, les acquisitions et cessions suivantes ont été réalisées :

#### Acquisitions :

Date délibération	Objet de l'acquisition	Vendeur	Surface m²	Montant	Date acquisition	Sections cadastrales	Budget
26/01/2018	Voie verte Les Barthes	CASTAGNET Jean-Jacques	1 077	269,25 €	22/12/2021	AX 106	COMMUNE
08/03/2019	Voie verte Les Barthes	LARRIVEAU François	52	14 068,79 €	14/04/2022	AV 340	COMMUNE
06/04/2022	Futur square Soorts	AHETZ-ETCHEBER Jean-Bernard	729	56 705,89 €	04/08/2022	AV 342	COMMUNE

Cessions :

Date délibération	Objet de la cession	Acquéreur	Surface m²	Montant	Date cession	Sections cadastrales	Budget
	Néant						

**CONSIDÉRANT** l'obligation d'annexer au Compte Administratif de la Commune le bilan annuel des acquisitions et cessions foncières réalisées par la Ville,

**VU** les articles L.1612-12 et L.2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,***

**APPROUVE** le bilan 2022 des acquisitions et cessions foncières tel qu'il figure dans les tableaux ci-dessus.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

**Christophe VIGNAUD :**

Nous allons maintenant détailler le budget 2023, et avant de repasser la parole à Édouard, je voudrais juste apporter quelques précisions sur plusieurs points afin que nous puissions mieux comprendre la stratégie et les chiffres qui vont arriver. Nous en avons parlé avec Lionel tout à l'heure et c'est vrai que nous portons une attention particulière concernant les agents et les quipes. C'est important et cela a fait l'objet de différentes réunions, de la commission finances au mois de décembre, au mois de janvier mais également en commission générale d'ailleurs.

Ces réunions auxquelles beaucoup d'entre nous étaient présents, et c'est une très bonne chose puisque c'est important pour la commune.

Le budget 2023, est un budget qui sera équilibré, qui permet de répondre à nos engagements forts en termes de travaux même si les gros travaux vont arriver les années d'après.

Tous les travaux ont été engagés vous les connaissez, je ne vais pas les énumérer encore une fois. Côté fonctionnement, et j'insiste là-dessus, nous avons dû réorganiser la gestion interne de la mairie et nous l'avons fait progressivement, puisque nous souhaitions avancer et cela de façon pérenne. Alors certes, c'est un choix mais un choix qui est assumé.

L'ensemble des actions sont coordonnées et gérées, et nous faisons selon nos besoins. Ces ressources, ce sont les agents qui ont de grosses compétences et qui prennent à cœur tous ces projets avec les élus qui sont dans les différentes commissions.

Nous sommes conscients et je trouve toujours agréable le débat que nous avons sur la masse salariale puisque c'est toujours important, cette année, nous restons vigilants là-dessus par rapport aux engagements que nous avons. Le choix d'avoir étoffé les services comme l'a expliqué tout à l'heure Édouard, il est important de pouvoir continuer ce que nous avons entrepris. Nous allons également avoir à subir des charges qui sont inhérentes pour lesquelles nous n'avons pas la main, notamment concernant l'évolution des grilles indiciaires.

Et puisque cela a été souligné, nous sommes arrivés à un tournant du mandat. Il nous semblait cohérent de revaloriser aussi l'IFSE et le CIA de nos agents, d'abord pour les remercier de nous avoir accompagné sur ces 3 années, et continuer à s'engager avec nous sur les 3 prochaines années, sachant que les 3 prochaines années seront très importantes.

Comme vous les savez, nous avons le centenaire, les travaux, et c'est donc une façon de les remercier. Il faut donc regarder vers l'avenir et vers l'avant donc, nous essayons de le gérer en bon père de famille, nous savons que nous aurons des choix à faire et d'ailleurs certains ont déjà été faits, comme reculer ou annuler des investissements pour pouvoir tenir ce budget et pour pouvoir avoir un budget 2023 qui soit cohérent et conforme.

Ce qui est important c'est que vous soyez tous conscients, que ça soit autour de la table mais aussi pour nos administrés, c'est que la gestion du budget d'une mairie au même titre qu'une entreprise, il se construit, je dirais en bon père de famille tout en essayant de faire le maximum toujours en fonction de ce que nous avons décidé de réaliser.

Edouard, je te laisse la parole et tu peux détailler tout cela. Passons donc au vote du budget primitif.

## **5. Budgets primitifs 2023**

### **Edouard DUPOUY :**

Merci, je vais démarrer en parlant de la section de fonctionnement,

Côté recettes, pour l'exercice 2023, il est prévu des recettes réelles de fonctionnement d'un montant de 12 146 115 €, elles étaient de 11 736 027€ en 2022.

L'augmentation est de l'ordre de 410 000 €.

Elle est principalement due au comparatif entre le BP et le CA. Dans la version budget 2023, il est notamment inscrit une prévision de 780 000 € pour les Barthes alors qu'elle n'apparaîtra pas en réalisation 2023.

Si on la retire, nous sommes à -400 000 € de recettes réelles. C'est principalement dû aux projections « prudentes » que nous faisons chaque année en particulier sur les droits de mutation et j'y reviendrai par la suite.

Pour rappel, l'évolution des recettes réelles 2022 par rapport à celles de 2021 (-440 000 €) est la conséquence de la perte des surtaxes d'eau et d'assainissement (-310 000 €) et des subventions exceptionnelles perçues par les budgets annexes en 2021 (397 000 €).

Pour présenter les principales recettes attendues :

- Les droits de mutation : 1 500 000 €. Principe de prudence, 2020 et 2021 aux environs de 2 000 000 €.
  - La taxe de séjour : 485 000 €. Montant similaire à 2022.
  - La fiscalité directe (TH et TF) : produit estimé à 5 082 900 €.
  - L'occupation du domaine public communal (concessions halles, plages, terrasses ...) 697 400 €.
- Le pourcentage sur le CA nous permettra sans doute de générer plus de recettes. Ce qui fera certainement partie des bonnes nouvelles que l'on aura d'ici septembre.
- Les autres recettes sont notamment les redevances pôle enfance jeunesse, maison petite enfance, la taxe sur la consommation finale d'électricité, les parcmètres ...

J'aimerais faire un point sur la fiscalité directe, le choix qui a été fait c'est de ne pas augmenter les taux d'imposition en 2023, nous allons retrouver ces mêmes taux et nous les avons inscrits sur la projection.

Nous n'avions pas reçu l'état fiscal fixant les bases prévisionnelles 2023 au moment où le document a été rédigé. Depuis, nous les avons, elles sont de l'ordre de 7,3% en moyenne.

### **Christophe VIGNAUD :**

Certaines communes sont à 5/6%, 9% pour d'autres.

### **Lionel BARBERIS :**

Et notre prévision était à combien ?

### **Christophe VIGNAUD :**

A 6.2%.

### **Edouard DUPOUY :**

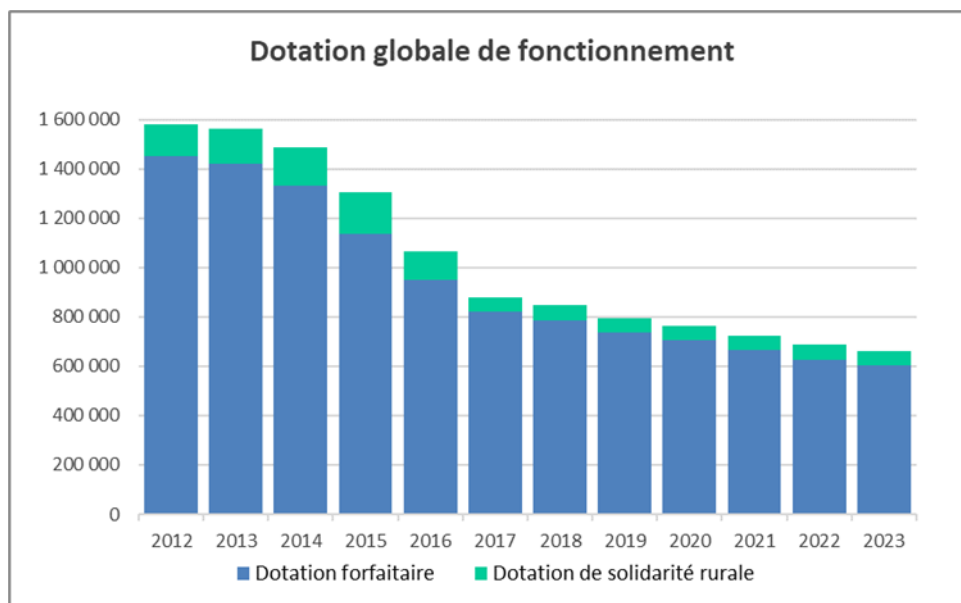
J'aimerais insister sur ce point, donc comme nous nous étions engagés il n'y aura pas d'augmentation de la fiscalité locale à Soorts-Hossegor, compte tenu de l'inflation, et je pense que vous l'avez bien compris ce soir quand nous avons évoqué les évolutions des dépenses de fluide notamment. L'option de facilité aurait été de faire supporter cette inflation à chaque contribuable et donc d'augmenter les taux de fiscalité mais c'était la solution facile et mécanique.

C'est d'ailleurs ce que font certains et je vais y venir ensuite, mais ce n'est pas notre choix on en a débattu en commission générale le 3 mars dernier et je remercie chacun d'entre vous de s'être exprimé sur le sujet. Notre choix finalement c'est celui de la responsabilité, c'est un choix assez courageux, puisque la conséquence directe on va le voir par la suite c'est la contraction de l'épargne générée et puis la dégradation de nos indicateurs mais nous n'avons rien sans rien.

Donc c'est un choix que l'on fait, ce choix malheureusement il n'est pas partagé par tous mais il faut bien avoir en tête que la taxe foncière elle se compose de 4 contributions qui vont de la commune, à la communauté de communes donc la MACS, la taxe sur les ordures ménagères qui est gérée par le SITCOM puis la taxe Gémapi. Comme vous avez pu le constater, nous en avons parlé la dernière fois, le SITCOM par exemple a choisi d'augmenter son taux d'imposition et de passer de 11,47% à 18%, c'est énorme !

Et par conséquent sur les positions contractuelles il y aura bien une augmentation mais qui n'est pas due au choix qui est fait ce soir en Conseil municipal, enfin qui va être fait je l'espère ce soir en séance mais je voulais insister sur ce point pour que tout le monde puisse l'avoir en tête.

Un autre point détaillé, la dotation globale de fonctionnement qui comme chaque année diminue, pas de surprise nous avons fait le choix d'appliquer une baisse de 3,6% par rapport à 2022, le montant inscrit est de 663 000€ nous ne l'avons pas encore reçu exactement, c'est une estimation bien sûr.



Je vais passer aux dépenses réelles de fonctionnement, dont toutes les dépenses récurrentes, principalement :

- Les dépenses de personnel,
- Les charges à caractère général



- Les autres charges de gestion courante.

Le comparatif entre 2023 et 2022 est de +1 264 200 €.

Côté budget principal, l'augmentation de 950 000 € qui s'explique par les montants d'inflation et notamment la prévision de +390 000 € pour l'ensemble des fluides et +600 000 € pour les charges de personnel.

Alors, j'aimerais vous partager une analyse sur l'évolution de ces charges de personnel, qui pour moi est la conjugaison de 3 facteurs.

Il faut bien avoir en tête, je vous rappelle nous avons dit augmentation de 600 000€, et il y a 3 points, il y a les choses que nous ne maîtrisons pas et cela représente 383 000€.

C'est qu'on appelle le GVT, qui veut dire glissement vieillissement technicité, un phénomène qui contribue aux variations de masse salariale de la fonction publique donc c'est une variation que les collectivités subissent et que nous ne pouvons pas contrôler. La revalorisation du point d'indice, une mesure gouvernementale et puis les grilles indiciaires et les maladies, les remplacements... ce qui représente 2/3 de l'augmentation. Ensuite, vous avez l'amélioration salariale, Monsieur le maire en a parlé tout à l'heure des revalorisations de salaire et la mise en place du CIA, la stagiairisation contractuelle, et n'oublions pas, parce qu'on parle de masse salariale qui augmente mais ce sont les agents qui sont le moteur de la mairie, en l'occurrence pas nous, Elus qui sommes juste de passage. Nous avons un devoir d'attractivité pour assurer la continuité du service public.

Et, je pense que vous n'êtes pas sans savoir tous autour de la table, que nous sommes dans un contexte particulièrement tendu pour recruter.

Si on regarde autour de nous, il n'y a pas un restaurateur, pas une entreprise qui ne dit pas tous les jours qu'il rencontre des difficultés à recruter. Donc problème est le même pour les collectivités et s'applique à la commune.

Le fait de proposer des améliorations salariales, c'est un levier et puis nous n'avons pas vraiment le choix.

Enfin, dernier point qui pourrait expliquer ces augmentations, c'est l'amélioration des services pour 152 000€. Avec l'effet année pleine sur les recrutements, j'en ai parlé tout à l'heure.

Également la fin de l'externalisation des services des prestations de nettoyage des locaux communaux et la mise en place d'un service des sports, tout cela pour répondre à l'engagement le plus précieux de notre mandat, c'est assurer la continuité du service public.

Ces choix tendent à améliorer l'offre de service et sa qualité tout en essayant de développer l'attractivité, tourisme, sport, santé, jeunesse... Ce sont donc les 3 principales causes de ces variations.

Je ne sais pas s'il y a des remarques ou si je continue, Lionel tu veux réagir peut-être ?

#### **Lionel BARBERIS :**

Oui, juste par rapport à ça, on est toujours en train de me reprocher de parler de masse salariale, et cela en devient presque une marotte, mais en réalité je parlais tout à l'heure d'un compte administratif à 14% d'augmentation de masse salariale et là on annonce une augmentation à venir de 11% de masse salariale.

Donc en fait 5, on fait 9, puis on fait 11%, c'est toujours un peu plus, et chaque année on rajoute un cliquet à la masse salariale qui elle, n'est pas variable par le bas avec le temps.

C'est-à-dire que dès qu'on recrute des fonctionnaires, on les prend pour 40 ans, donc ça devient forcément un peu compliqué quand derrière... Alors, aujourd'hui nos indicateurs sont bons, la masse d'argent qu'on gère sur l'année est conséquente donc tout va bien, mais en réalité nos indicateurs sont fragiles, parce que tu le disais parfaitement, aujourd'hui on a des charges de fonctionnement qui augmentent, on va avoir forcément derrière des taux d'intérêt sur les futurs emprunts, et je l'ai dit qu'ils vont être relativement conséquents, ce qui n'était pas prévu même dans les projections qu'on a pu faire sur le logiciel de prospective.

Quand on annonce des taux à 3,5-4%... à combien est-ce que nous allons emprunter sur l'année prochaine ?

Cela veut dire que sur cette partie-là, cette section de fonctionnement qui porte l'intérêt de la dette parce que sur la section de fonctionnement, on met des intérêts de la dette, donc ça veut dire qu'on écrase un peu plus l'épargne brute.

On a une épargne brute qui va dégrader par l'augmentation d'une masse salariale qui elle n'est pas variable par le bas, parce ce qu'on pourra dire ce qu'on veut, mais tous les cliquets qu'on met aujourd'hui on les gardera demain et du coup derrière quand on aura besoin de faire des choix de gestion qui sont des choix peut-être liés à des conjonctures qui seront dures et je le dis depuis le début du mandat, c'est ça qu'il faut gérer en priorité, c'est que les charges de fonctionnement ça fait l'épargne brute et cette épargne brute elle est nécessaire pour investir. L'argent qu'on aura de notre propre capacité de fonctionnement, c'est de l'argent que nous avons et qui ne coûte rien en termes de taux d'intérêt.

Nous allons devoir emprunter parce que nous n'avons pas assez d'excédent de fonctionnement de virement d'épargne brute fait que nous allons devoir emprunter et de fait à un taux qui sera plus celui qu'on avait l'année dernière ou encore il y a 2 ans.

Et ça, ce sont un peu des surprises qu'on a tout au long du mandat, c'est à dire qu'entre le début du mandat et aujourd'hui on ne pouvait même pas prédire ce qu'il est en train de se passer d'un point de vue conjoncture. L'électricité tu en a parlé, c'est 300 000€ d'augmentation, c'est énorme, donc, on a le 011 tout ce qui est charges générales qui augmente et c'est lié à l'électricité et on ne sait pas où on va ! Clairement, aujourd'hui au niveau des entreprises, c'est-à-dire que sur les entreprises on a pris entre fois 5 sur l'électricité ! Donc sur une entreprise quand vous avez 2000€ d'électricité que vous êtes à 10 000€ le mois suivant, et après ce sera ça tous les mois, donc sur l'année ça représente 100 000€ à 200 000€ à supporter que vous n'avez pas du tout dans vos budgets et vous n'avez même pas en résultat.

Vous n'avez même pas ça un résultat, c'est-à-dire que y a pas de résultats dans l'entreprise qui permet de supporter aujourd'hui les dépenses énergétiques nouvelles, en termes de coûts.

Il y a des entreprises aujourd'hui qui vont capoter uniquement à cause de cela, parce qu'il n'y a pas le bouclier des 15%.

Par exemple, moi j'ai reçu les factures pour les entreprises, c'est fois 5 sur des résultats qui sont minimales avec l'augmentation des coûts des matériaux... font qu'aujourd'hui, on a des situations qui à l'extérieur vont être très précaires. Et, il ne faut pas que nous soyons décalés de la réalité, et la réalité elle est là, on a un 011 qui va exploser et c'est lié à cela, et derrière on se met en plus encore plus de masse salariale. Alors, effectivement nous souhaitons un service public qui soit meilleur pour l'usager et je l'entends, mais je vous le dis depuis le début du mandat, à chaque fois que vous mettiez un poste sur la table, je vous disais : « attention est-ce que vous avez bien regardé tous les services ? ». Depuis le début, vous parlez du service des sports et je vous ai dit, le service des sports est dans la collectivité.

Il manque un service des sports oui, donc aujourd'hui on le met en place, c'est une masse salariale de plus. Je pense qu'il y a d'autres façons de faire, on va chercher dans les services, on transforme des postes, on met en place des formations, on propose des plans de carrière, on fait des choses différentes.

Mais on ne recrute pas un poste par rapport à une mission, un poste une mission. Là, voilà, je vous dis clairement ce qui ressort par rapport à tout ce que j'entends. Mais en fait ce n'est que le résultat de tout ce que je vous dis depuis le début. Et c'est conjoncturel en plus.

**Christophe VIGNAUD :**

Nous l'entendons très bien sur la partie des fluides, tu as très bien dit et c'est vrai qu'on n'a pas la main dessus. Ni toi, ni moi, ni personne !

**Lionel BARBERIS :**

Et encore, les collectivités sont moins impactées que les entreprises.

**Christophe VIGNAUD :**

Parce qu'on a notre syndicat qui gère ce dossier, que ce soit au niveau de l'électricité et autres, on a quand même une capacité à ne pas trop déraiper, comme tu peux l'avoir dans le privé.

**Lionel BARBERIS :**

Dans le privé aujourd'hui c'est une catastrophe ! Je peux vous en assurer.

**Christophe VIGNAUD :**

Pour rebondir sur la partie toujours masse salariale, même si c'est une marotte comme tu dis, mais ce n'est pas du tout une marotte parce que c'est important. Nous avons fait le choix d'organiser parce que la mairie a pris un nouveau virage, ce n'est pas qu'avant ce n'était pas bien, pas du tout, c'est qu'il fallait mettre quelque chose en place pour pouvoir supporter, tous nos projets c'est à dire les investissements, les engagements et essayer de continuer, comme le disait très bien Edouard, à être attractif. Nous trouvions normal ou plutôt je trouvais illogique, juste un exemple que dans le service de Mélanie, aux finances, d'avoir une seule personne. Si demain elle n'est pas là, elle est malade ou autre, il n'y a plus personne pour travailler, plus personne peut gérer les finances de la mairie, et pareil aux ressources humaines, plus personne ne peut être payée. Nous avons donc décidé de faire des binômes, et c'est ce sur quoi tu nous as bien dit à chaque fois de faire attention.

Nous en sommes conscients, nous avons organisé les services. Alors oui, on augmente de 11% notre masse salariale cette année et après le seuil va s'arrêter. Nous n'étions pas dans une collectivité organisée, ou plutôt pas dans l'organisation que nous souhaitons. Ce sont des charges structurantes.

Les charges dures sur lesquelles on ne pourra pas revenir cependant, on travaille aussi et c'est exactement ce que tu as dit, mais cela prend du temps, c'est de proposer aux agents de la collectivité, de proposer d'autres types de missions. Avec des formations, mais cela prend du temps.

**Lionel BARBERIS :**

Cela prend du temps, mais c'est nécessaire pour une carrière qui fait 40 ans. D'autant plus aujourd'hui avec les débats sur la retraite, les gens se plaignent, ont mal, des troubles musculo-squelettiques... En réalité, le rôle de l'employeur c'est d'adapter le poste tout au long de la vie, le plan formation et nous avons le CNFPT qui propose énormément de choses en termes de formation, de transformation de carrière.

C'est ce qu'on appelle en fait la GPEC, la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, le GVT glissement vieillissement technicité, mais ce n'est pas une fatalité. Il faut se dire que derrière, il faut bâtir un plan pluriannuel de transformation des postes et notamment d'évolution des carrières des agents.

Un agent qui aujourd'hui a un certain poste, si on ne prépare pas avec une formation, avec une vision à 4-5 ans. Dans 4-5 ans, cette personne-là aura un trouble musculo-squelettique, et ne pourra pas s'adapter à un nouveau poste.

Alors, les plus grandes collectivités le font de façon systématique, mais pas les plus petites, car c'est plus difficile à organiser, à mettre en place. Mais un plan de carrière doit faire partie de ce que nous avons à organiser.

**Christophe VIGNAUD :**

Mais tu as entièrement raison, et nous sommes totalement d'accord. Parce que le plan de carrière que nous sommes en train de mettre en place, nous le faisons avec la personne qui travaille aux ressources humaines. Elle propose des formations à l'ensemble de nos agents, afin de pouvoir évoluer. En grande ou autre.

Regardez, pour exemple l'agent qui avait la charge de l'ASH va coordonner les service des sports. Comme tu le dis c'est long, ce n'est pas si simple.

Ce n'était pas la priorité du début du mandat, il fallait organiser, mettre en place « l'armée » et maintenant on peut avancer.

**Lionel BARBERIS :**

Aujourd'hui je crains qu'on fasse glisser les deux un peu en même temps. Organiser ça c'est bien mais en même temps la masse salariale elle augmente. Et moi, je l'ai toujours fait avec cette volonté de maîtriser cette masse salariale, cela a toujours été un combat permanent, avec beaucoup de difficultés pour transformer des postes, pas toujours des réussites pour être honnête. Mais en tout cas c'est un point dur de l'ancien mandat de Xavier GAUDIO, qui était très attaché à maîtriser la masse salariale, sûrement de façon très dure, aujourd'hui on selon moi on a trop lâché la bride, mais je pense que le point d'équilibre, il est notamment sur le fait que la masse salariale augmente un peu on le sait bien comme tu l'as dit on est sur des ratios qui sont tenables au niveau de la collectivité, par contre il faut une vraie transformation, avec une vision à moyen et long terme des postes.

Que feront les agents demain ? On est à 20 30 40 ans, il faut un vrai travail.

**Christophe VIGNAUD :**

C'est que nous sommes actuellement en train de faire, et j'espère que le budget prochain on sera dans cette logique-là, et que l'augmentation ne sera que mécanique et non plus volontaire. Baudouin, tu veux ajouter quelque chose ?

**Baudouin MERLET :**

Oui, simplement pour rassurer un peu, chaque fois que nous posons la question d'une candidature et chaque fois que nous recevons des candidats, on ne se pose pas exclusivement la question : « est-ce que ce candidat est capable de répondre à la fonction ? » mais on se pose la question de sa capacité de polyvalence, donc dès le recrutement maintenant nous nous posons cette question sur la durée. Et c'est un exemple parmi d'autres.

**Christophe VIGNAUD :**

Très bien merci.

**Edouard DUPOUY :**

Je poursuis.

Voilà, vous avez ensuite donc la structure des dépenses réelles de fonctionnement et je ne vais pas remettre une pièce sur les charges de personnel, on est toujours à 51% donc ce sont des charges absolument maîtrisées.

Passons ensuite à la section d'investissement dans l'exercice 2023.

Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 4 682 214€, elles étaient de 2 049 252€ en 2022.

Donc vous avez les subventions d'investissement, les emprunts j'en ai déjà parlé donc il n'y a pas de surprises, les dotations, fonds divers et réserves et les autres recettes d'investissement.

Vous avez également la structure je vais passer s'il n'y a pas de question aux dépenses réelles d'investissement pour préciser de quoi il s'agit, donc pour l'exercice 2023 les dépenses s'élèvent à 9 716 888 €, elles étaient de 4 720 093€ en 2022. Donc ici, il y a des projets phares, on parlait tout à l'heure de l'investissement, je pense que la machine est en route.

La fin des travaux de la police municipale pour 740 000€, la place des Landais pour 1 635 000€, je fais juste une parenthèse sur ces montants, on parle ici des dépenses sur chacun de ces projets, ce n'est pas le coût réel de l'opération pour la commune, puisqu'il y a en face des recettes comme les subventions, ce sont uniquement le montant des dépenses qui sont indiquées.

Il y a la mise en place d'une canalisation entre le lac et la mer pour évacuer les excédents de sédiments issus du désensablement du lac, géré par MACS.

**Christophe VIGNAUD :**

Oui, sur ce sujet-là juste un petit aparté. 2 points, ce qu'à souligné Edouard, il n'y a aucune subvention ou aide mentionnée à l'intérieur du budget. Nous avons décidé de le monter comme ceci, au même titre que les droits de mutations, afin d'être prudents. Mais, pour info on est autour déjà de 500 000€ de réceptionnés sur les droits de mutation. Donc au premier trimestre, cela veut dire qu'on est sur un Trade qui est toujours aussi important.

Le 2<sup>ème</sup> point, par rapport à ce que vient d'évoquer Edouard, concernant la mise en place de la canalisation entre lac et mer, c'est quelque chose que l'on essaie de mettre en place depuis le début. Et pour l'instant, nous n'avons toujours pas l'accord de l'Etat pour pouvoir le faire ou pouvoir le mettre en place cette année.

Nous espérons cette nouvelle méthode mécanique avec cette aspiration et qui amène le sable vers la mer. On dépend de l'Etat sur ce sujet-là, et donc il y a un budget qui est en suspens là-dessus.

**Edouard DUPOUY :**

En complément, je veux dire que le coût donc serait de 855 000€ avec une prise en charge à hauteur de 90% par MACS et puis enfin terminer par des travaux de sécurisation et d'amélioration des liaisons douces entre le bourg de Soorts et Hossegor donc là on a prévu 65 000€ qui vont nous permettre de lancer le chantier au début de l'année 2024, oui c'est l'avenue de Bordeaux. Voilà pour les dépenses.

Vous avez un zoom sur la dette en capital, rien de neuf, on rembourse, et il n'y a pas de nouvel emprunt.

Je vous propose ensuite de passer aux ratios d'analyses financières, vous les avez avec l'épargne brute, le taux d'épargne et l'épargne nette, je l'ai déjà dit précédemment donc évidemment il y a une dégradation de ces ratios, c'est évident et c'est un choix que l'on a fait et que l'on assure donc ils sont présentés dans le tableau.

Année	2020 CA	2021 CA	2022 CA	2023 BP	2023-2022 valeur	2023-2022 %
Recettes Réelles de fonctionnement	11 108 460	12 182 382	11 736 027	12 146 115	410 088	3,49%
<i>Dont recettes exceptionnelles</i>	<i>313 000</i>	<i>34 220</i>	<i>35 800</i>	<i>0</i>	<i>-35 800</i>	<i>-100,00%</i>
Dépenses Réelles de fonctionnement	9 452 217	9 551 122	10 038 194	11 302 436	1 264 241	12,59%
<i>Dont dépenses exceptionnelles</i>	<i>7 969</i>	<i>72 048</i>	<i>634 742</i>	<i>35 000</i>	<i>-599 742</i>	<i>-94,49%</i>
<b>Epargne brute</b>	<b>1 343 243</b>	<b>2 597 040</b>	<b>1 662 033</b>	<b>843 679</b>	<b>-818 353</b>	<b>-49,24%</b>
<b>Taux d'épargne brute</b>	<b>12,09%</b>	<b>21,32%</b>	<b>14,16%</b>	<b>6,95%</b>	<b>0</b>	
Amortissement du capital	647 445	666 514	511 230	525 213	13 983	2,74%
<b>Epargne nette</b>	<b>695 797</b>	<b>1 930 526</b>	<b>1 150 803</b>	<b>318 467</b>	<b>-832 336</b>	<b>-72,33%</b>
Encours de dettes	5 516 919	4 846 551	3 296 232	2 771 019	-525 213	-15,93%
<b>Capacité de désendettement</b>	<b>4,11</b>	<b>1,87</b>	<b>1,98</b>	<b>3,28</b>		<b>65,61%</b>

Peut-être ajouter, qu'au niveau du taux d'épargne brute de la collectivité par rapport au seuil d'alerte, qui est à hauteur 7%, nous sommes dans les clous.

#### **Lionel BARBERIS :**

Oui, c'est intéressant sur le tableau, vous voyez parce qu'on a un encours de dettes qui en 2022 passe de 3 296 232€ à 2 771 019€, et on a une capacité de désendettement qui augmente considérable.

On voit bien que l'épargne brute au-dessus elle passe de 1 662 003€ à 843 679€, or cette capacité de désendettement c'est l'encours de dette divisé par l'épargne brute.

Cela veut dire que lorsque l'épargne brute qui est liée totalement à ce qu'on dégage de la section de fonctionnement se dégradent, cela va à une vitesse grand V. Et nous le savons, mais un banquier au-delà de 10 sur la capacité de désendettement, 12 maximum après ça devient très compliqué.

#### **Edouard DUPOUY :**

Et nous sommes largement en dessous !

#### **Lionel DUPOUY :**

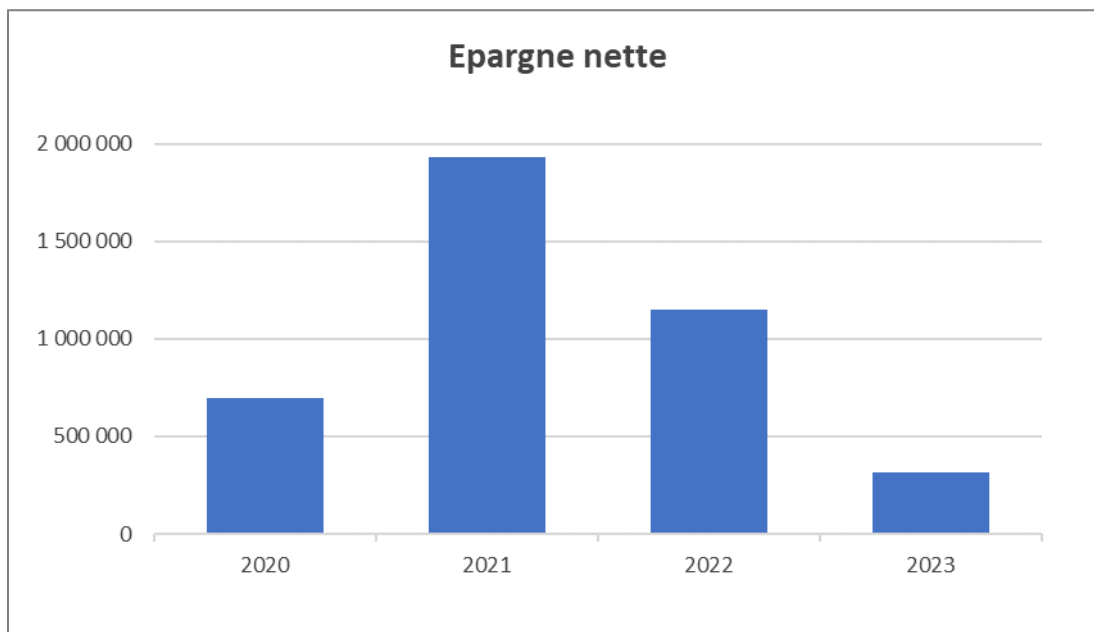
Non mais attention, au-delà de 5, il commence à regarder et au-delà de 12, là tu n'emprunte plus beaucoup.

Là nous sommes à 3.28, alors que nous n'avons pas commencer les gros travaux. Ce que je veux dire c'est que l'épargne brute est plus facile à dégrader que le reste, et cela peut aller très très vite.

### **Edouard DUPOUY :**

Tu as raison et puis l'enjeu ce sera de réussir à garder une capacité de désendettement honorable, maîtrisé tout en continuant à investir et puis pourquoi pas emprunter, ça va être l'enjeu de cette année dans la préparation de 2024.

Ensuite, l'épargne nette avec un graphique, les indicateurs sont moins sympathiques que précédemment.



Pour information si on se compare par rapport à des communes, la capacité de désendettement moyenne d'une commune française c'est quand même autour de 5,5 pour l'année 2021, nous sommes plutôt pas mal.

Je ne sais pas s'il y a d'autres interventions ? J'ai fini sur la présentation du BP, non et dans ce cas, nous pouvons passer au vote. Je vous propose un vote par section, et pas par chapitre s'il n'y a pas d'opposition, vous êtes d'accord ?

Parfait.

Alors, je démarre par les dépenses de fonctionnement donc budget principal le chapitre 11 pour 3 637 880€, le chapitre 12 pour 5 767 661€, le chapitre 14 pour 53 581€, le chapitre 65 pour 1 297 033€, le chapitre 66 pour 56 000€, le chapitre 67 pour 15 000€, le chapitre 68 pour 10 000€, le chapitre 42 pour 758 247€ soit un total de 11 595 403€. Une capacité d'autofinancement dégagé d'un 1 836 761€ ; des dépenses de fonctionnement de 13 432 164€. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Merci.

Les recettes de fonctionnement, le chapitre 13 pour 120 000€, le chapitre 70 pour 1 698 724€, le chapitre 73 pour 94 311€, le chapitre 731 pour 7 791 304€, le chapitre 74 pour 711 167€, le chapitre 75 pour 549 501€, le chapitre 77 pour 1 050€, le chapitre 42 pour 100 000€, le chapitre 2 pour 2 366 106€. Ce qui nous fait un total de recettes de fonctionnement de 13 432 164€. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Merci.

Ensuite, la partie investissement avec les dépenses avec le chapitre 16 pour 487 000€, le chapitre 20 pour 65 000€, le chapitre 204 pour 699 269€, le chapitre 21 pour 2 315 250€, les opérations d'équipement pour 4 504 465€, le chapitre 40 pour 100 000€, le chapitre 41 pour 118 937€ soit un total de dépenses d'investissement de 8 289 921€. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Merci.

Pour finir, les recettes d'investissement chapitre 10 pour 2 873 000€, le chapitre 13 pour 1 241 714€, le chapitre 16 pour 500€, le chapitre 24 pour 547 000€, le chapitre 1 pour 913 761€, le chapitre 40 pour 758 247€, le chapitre 41 pour 118 937€ soit un total de 6 453 160€ et une capacité d'autofinancement dégagée de 1 836 761€, le total des recettes d'investissement s'élève à 8 289 921€. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Merci.

Vous avez donc ensuite le rappel prévisions 2023 avec l'équilibre des recettes et dépenses sur les parties fonctionnement investissement pas de vote.

Passons au vote des budgets annexes, je vous propose de voter les budgets annexes dans leur globalité par section en démarrant par le budget Casino :

#### Prévisions 2023

<b>Fonctionnement</b>	
<b>Dépenses</b>	<b>1 032 403,40 €</b>
<b>Recettes</b>	<b>1 032 403,40 €</b>
	<b>0,00 €</b>
<b>Investissement</b>	
<b>Dépenses</b>	<b>1 477 291,89 €</b>
<b>Recettes</b>	<b>1 477 291,89 €</b>
	<b>0,00 €</b>

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Merci

Budget Cinéma :

#### Prévisions 2023

<b>Fonctionnement</b>	
<b>Dépenses</b>	<b>55 877,11 €</b>
<b>Recettes</b>	<b>55 877,11 €</b>
	<b>0,00 €</b>
<b>Investissement</b>	
<b>Dépenses</b>	<b>68 648,21 €</b>
<b>Recettes</b>	<b>68 648,21 €</b>
	<b>0,00 €</b>

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Merci

Budget Pédebert extension 2 :



### Prévisions 2023

<b>Fonctionnement</b>	
Dépenses	537 558,86 €
Recettes	537 558,86 €
	<hr/>
	0,00 €
<b>Investissement</b>	
Dépenses	268 779,43 €
Recettes	268 779,43 €
	<hr/>
	0,00 €

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Merci

Budget restaurant front de mer :

### Prévisions 2023

<b>Fonctionnement</b>	
Dépenses	118 886,26 €
Recettes	118 886,26 €
	<hr/>
	0,00 €
<b>Investissement</b>	
Dépenses	99 963,70 €
Recettes	99 963,70 €
	<hr/>
	0,00 €

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Merci

Et enfin dernier budget annexe lotissement les Barthes :

### Prévisions 2023

<b>Fonctionnement</b>	
Dépenses	1 964 179,46 €
Recettes	1 964 179,46 €
	<hr/>
	0,00 €
<b>Investissement</b>	
Dépenses	1 914 179,46 €
Recettes	1 914 179,46 €
	<hr/>
	0,00 €

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Merci

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230317-005-01 : Budget primitif exercice 2023 : budget principal

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'instruction budgétaire et comptable M57,

**VU** La délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2022 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1<sup>er</sup> janvier 2023,

**VU** le débat d'orientation budgétaire tenu lors de la séance du conseil municipal du 20 janvier 2023,

**VU** la délibération n°230317-03-01 du 17 mars 2023 portant vote des affectations des résultats du budget principal pour l'exercice 2022,

Monsieur le Maire et Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, sur proposition de la commission municipale « Finances », présentent le budget primitif du budget principal, pour l'exercice 2023.

***Après en avoir délibéré,***

***Avec 21 voix pour,***

***Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)***

***Le Conseil Municipal,***

**APPROUVE** le budget primitif 2023 du budget principal, chapitre par chapitre, les votes étant répertoriés dans le document joint.

La balance du Budget Primitif 2023 du budget principal se résume comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	13 432 164,55 €	13 432 164,55 €
INVESTISSEMENT	8 289 921,58 €	8 289 921,58 €
<b>TOTAL</b>	<b>21 722 086,13 €</b>	<b>21 722 086,13 €</b>

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,



**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230317-005-02 : Budget primitif exercice 2023 : budget casino

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'instruction budgétaire et comptable M57,

**VU** La délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2022 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1<sup>er</sup> janvier 2023,

**VU** le débat d'orientation budgétaire tenu lors de la séance du conseil municipal du 20 janvier 2023,

**VU** la délibération n°230317-03-02 du 17 mars 2023 portant vote des affectations des résultats du budget casino pour l'exercice 2022,

Monsieur le Maire et Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, sur proposition de la commission municipale « Finances », présentent le budget primitif du budget casino, pour l'exercice 2023.

***Après en avoir délibéré,***

***Avec 21 voix pour,***

***Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)***

***Le Conseil Municipal,***

**APPROUVE** le budget primitif 2023 du budget casino chapitre par chapitre, les votes étant répertoriés dans le document joint.

La balance du Budget Primitif 2023 du budget casino se résume comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 032 403,40 €	1 032 403,40 €
INVESTISSEMENT	1 477 291,89 €	1 477 291,89 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 509 695,29 €</b>	<b>2 509 695,29 €</b>

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230317-005-03 : Budget primitif exercice 2023 : budget cinéma

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'instruction budgétaire et comptable M57,

**VU** La délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2022 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1<sup>er</sup> janvier 2023,

**VU** le débat d'orientation budgétaire tenu lors de la séance du conseil municipal du 20 janvier 2023,

**VU** la délibération n°230317-03-03 du 17 mars 2023 portant vote des affectations des résultats du budget cinéma pour l'exercice 2022,

Monsieur le Maire et Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, sur proposition de la commission municipale « Finances », présentent le budget primitif du budget cinéma, pour l'exercice 2023.

***Après en avoir délibéré,***

***Avec 21 voix pour,***

***Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)***

***Le Conseil Municipal,***

**APPROUVE** le budget primitif 2023 du budget cinéma chapitre par chapitre, les votes étant répertoriés dans le document joint.

La balance du Budget Primitif 2023 du budget cinéma se résume comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	55 877,11 €	55 877,11 €
INVESTISSEMENT	68 648,21 €	68 648,21 €
<b>TOTAL</b>	<b>124 525,32 €</b>	<b>124 525,32 €</b>

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230317-005-04 : Budget primitif exercice 2023 : budget Pédebert extension 2

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'instruction budgétaire et comptable M57,

**VU** La délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2022 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1<sup>er</sup> janvier 2023,

**VU** le débat d'orientation budgétaire tenu lors de la séance du conseil municipal du 20 janvier 2023,

**VU** la délibération n°230317-03-04 du 17 mars 2023 portant vote des affectations des résultats du budget Pédebert extension 2 pour l'exercice 2022,



Monsieur le Maire et Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, sur proposition de la commission municipale « Finances », présentent le budget primitif du budget Pédebert extension 2, pour l'exercice 2023.

***Après en avoir délibéré,***

***Avec 21 voix pour,***

***Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)***

***Le Conseil Municipal,***

**APPROUVE** le budget primitif 2023 du budget Pédebert extension 2 chapitre par chapitre, les votes étant répertoriés dans le document joint.

La balance du Budget Primitif 2023 du budget Pédebert extension 2 se résume comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	537 558,86 €	537 558,86 €
INVESTISSEMENT	268 779,43 €	268 779,43 €
<b>TOTAL</b>	<b>806 338,29 €</b>	<b>806 338,29 €</b>

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230317-005-05 : Budget primitif exercice 2023 : budget restaurant front de mer

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**VU** les articles L.2312-1 et L.2312-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le débat d'orientation budgétaire tenu lors de la séance du conseil municipal du 20 janvier 2023,

**VU** la délibération n°230317-03-05 du 17 mars 2023 portant vote des affectations des résultats du budget restaurant front de mer pour l'exercice 2022,

Monsieur le Maire et Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, sur proposition de la commission municipale « Finances », présentent le budget primitif du budget restaurant front de mer, pour l'exercice 2023.

*Après en avoir délibéré,*

**Avec 21 voix pour,  
Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)  
Le Conseil Municipal,**

**APPROUVE** le budget primitif 2023 du budget annexe restaurant front de mer chapitre par chapitre, les votes étant répertoriés dans le document joint.

La balance du Budget Primitif 2023 du restaurant front de mer se résume comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	118 886,26 €	118 886,26 €
INVESTISSEMENT	99 963,70 €	99 963,70 €
<b>TOTAL</b>	<b>218 849,96 €</b>	<b>218 849,96 €</b>

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230317-005-06 : Budget primitif exercice 2023 : budget lotissement les Barthes

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'instruction budgétaire et comptable M57,

**VU** La délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2022 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1<sup>er</sup> janvier 2023,

**VU** le débat d'orientation budgétaire tenu lors de la séance du conseil municipal du 20 janvier 2023,

**VU** la délibération n°230317-03-04 du 17 mars 2023 portant vote des affectations des résultats du budget lotissement les Barthes pour l'exercice 2022,

Monsieur le Maire et Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, sur proposition de la commission municipale « Finances », présentent le budget primitif du budget lotissement les Barthes, pour l'exercice 2023.

***Après en avoir délibéré,***

***Avec 21 voix pour,***

***Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)***

***Le Conseil Municipal,***

**APPROUVE** le budget primitif 2023 du budget lotissement les Barthes chapitre par chapitre, les votes étant répertoriés dans le document joint.

La balance du Budget Primitif 2023 du budget lotissement les Barthes se résume comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 964 179,46 €	1 964 179,46 €
INVESTISSEMENT	1 914 179,46 €	1 914 179,46 €
<b>TOTAL</b>	<b>3 878 358,92 €</b>	<b>3 878 358,92 €</b>

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

## 6. Autorisations de programme et crédits de paiement

### Edouard DUPOUY :

Nous allons pouvoir passer au point suivant, je cherche juste dans mon tableau, ce sont les autorisations de programme et crédits de paiement AP/CP.

Elles sont présentées dans un tableau, donc vous en avez sur 2 budgets. Des AP/CP sur le budget principal, typiquement la place des Landais pour un total de 4 680 978€ qui s'étale jusqu'en 2024, la voirie pour 540 000€, le poste de police, qui lui devrait être entièrement réglé sur l'exercice 2023, l'avenue de Bordeaux pour 2 634 046€ qui s'étale jusqu'en 2025, le plan lumière on en a déjà parlé qui se poursuit jusqu'en 2026 et ensuite nous avons 2 opérations avec du pluvial et l'avenue des écoles respectivement pour 360 000€ et 500 000€.

N°	Budget Principal	AP 2023	CP utilisé avant 2023	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027	Total CP
AP19.002	PLACE DES LANDAIS	4 680 978,34	645 363,34	3 635 000,00	400 615,00				4 680 978,34
AP20.001	VOIRIE	540 000,00	152 386,94	70 000,00	317 613,06				540 000,00
AP21.001	POSTE DE POLICE	1 199 827,36	459 827,36	740 000,00					1 199 827,36
AP21.003	AVENUE DE BORDEAUX	2 634 046,35	80 314,89	50 000,00	2 041 647,79	462 083,67			2 634 046,35
AP21.004	PLAN LUMIERE	1 000 000,00	0,00	408 269,00	200 000,00	200 000,00	191 731,00		1 000 000,00
AP21.005	PLUVIAL	360 000,00	228 784,68	131 215,32					360 000,00
AP23.001	AVENUE DES ECOLES	500 000,00	0,00	15 000,00	395 000,00	90 000,00			500 000,00

Côté du budget casino, nous avons évidemment la réhabilitation du Sporting casino pour un total de 8 276 980€ qui s'étale jusqu'en 2028.

N°	Budget Casino	AP 2023	CP utilisé avant 2023	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	Total CP
AP19.002	REHABILITATION SPORTING CASINO	9 891 641,80	203 681,80	205 300,00	1 633 333,00	1 466 667,00	2 237 626,00	2 040 106,00	490 268,00	8 276 981,80

Est-ce qu'il y a des remarques des interventions avant qu'on passe au vote ? Non, Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Merci.

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230317-006 : Autorisations de Programme et Crédits de Paiement APCP - Budgets primitifs 2023

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

#### Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**VU** les articles L. 2311-3 du code général des collectivités territoriales portant définition des Autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement,

**VU** l'instruction comptable M57,

**VU** l'avis favorable de la commission municipale Finances,

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des Finances, rappelle le contexte des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement.

Il précise la nécessité de modifier le montant de certaines APCP compte tenu du vote du budget primitif 2023 du budget principal et des budgets annexes.

***Après en avoir délibéré,***

***Avec 21 voix pour,***

***Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)***

***Le Conseil Municipal,***

**DÉCIDE** les Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (APCP) suivantes :

### **Budget principal**

N°	Budget Principal	AP 2023	CP utilisé avant 2023	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027	Total CP
AP19.002	PLACE DES LANDAIS	4 680 978,34	645 363,34	3 635 000,00	400 615,00				4 680 978,34
AP20.001	VOIRIE	540 000,00	152 386,94	70 000,00	317 613,06				540 000,00
AP21.001	POSTE DE POLICE	1 199 827,36	459 827,36	740 000,00					1 199 827,36
AP21.003	AVENUE DE BORDEAUX	2 634 046,35	80 314,89	50 000,00	2 041 647,79	462 083,67			2 634 046,35
AP21.004	PLAN LUMIERE	1 000 000,00	0,00	408 269,00	200 000,00	200 000,00	191 731,00		1 000 000,00
AP21.005	PLUVIAL	360 000,00	228 784,68	131 215,32					360 000,00
AP23.001	AVENUE DES ECOLES	500 000,00	0,00	15 000,00	395 000,00	90 000,00			500 000,00

### **Budget annexe casino**

N°	Budget Casino	AP 2023	CP utilisé avant 2023	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	Total CP
AP19.002	REHABILITATION SPORTING CASINO	9 891 641,80	203 681,80	205 300,00	1 633 333,00	1 466 667,00	2 237 626,00	2 040 106,00	490 268,00	8 276 981,80

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

Le Maire,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

**Christophe VIGNAUD**



## **7. Taux d'imposition 2023**

### **Edouard DUPOUY :**

Le point suivant, le point numéro 7, ce sont les taux d'imposition je ne vais pas me répéter mais les taux ne varient pas. La taxe d'habitation sur les résidences principales 11,67%, la taxe foncière sur les propriétés bâties 28,82%, et la taxe foncière sur les propriétés non bâties 72,5%.

Si on vote ces taux ce soir, et si je ne dis pas de bêtise cela fera 10 ans que ces taux n'ont pas bougé.

### **Christophe VIGNAUD :**

En 2003, il y avait eu une petite augmentation qui était due à une variation de périmètre.

Sinon depuis 2013, il n'y a pas eu d'augmentation sur la commune ce qui est quand même une chose remarquable. Et il est vrai, que nous aurions pu opter pour la facilité et augmenter ces taux, mais ce n'est pas notre choix.

### **Edouard DUPOUY :**

S'il n'y a pas de remarques sur ce point nous pouvons passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ?

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230317-007 : Taux d'imposition pour l'année 2023

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

#### Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des Finances, propose à l'assemblée délibérante de ne pas augmenter les taux d'imposition et de les maintenir au niveau de ceux de l'année passée.

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**DÉCIDE** de maintenir les taux d'imposition au niveau de ceux de 2022. Les taux d'imposition 2023 donc sont les suivants :

- Taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation : 11,67 %

- |   |         |
|---|---------|
| - Taxe foncière sur les propriétés bâties :     | 28,82 % |
| - Taxe foncière sur les propriétés non bâties : | 72,50 % |

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

**Christophe VIGNAUD :**

Ah Merci !

Très bien on va passer au prochain point, et je voulais juste avant d'entamer les subventions vous remercier d'abord à tous, et tous autant que vous êtes dans les commissions ou non, ce sont des débats et des échanges constructifs, c'est un vrai défi pour nous.

Alors je parle côté majorité pour convaincre dans la continuité de nos projets et puis quand je parle opposition il s'agit de surveiller tout cela et nous challenger. C'est nécessaire et intéressant en tout cas.

La vie communale est importante pour tous et je remercie chacun d'entre vous d'en prendre part et je vous fais encore remarquer que le budget qui aurait pu donc faire appel à la fiscalité, nous avons choisi après concertation de garder notre engagement de ne pas augmenter les impôts.

Maintenant, nous allons continuer nos objectifs, garder le niveau d'exigence dans la qualité des services et maîtriser au mieux l'endettement et ce contre une inflation galopante et nous allons rester vigilants.

Avant de passer au point suivant, je voulais également remercier particulièrement Mélanie (FOURGS) ici présente, pour tout le travail accompli pour la préparation de ce budget et sur toutes ces simulations puisque quand on a parlé de fiscalité, nous avons fait beaucoup de simulations sur ce point-là, sur ces changements et tout ce que vous venez de voir.

Merci également à Éric (MAILHARRANCIN), qui a travaillé d'arrache-pied et qui a passé de longues soirées pour mouliner tous ces chiffres et avoir une proposition qui soit celle que nous souhaitions, en adéquation avec notre stratégie. Il a été d'un précieux conseil et je l'en remercie vivement, alors merci à eux 2.

Passons au point suivant, ce sont les subventions aux associations, oui André (JAKUBIEC), tu veux intervenir mon cher ?

**André JAKUBIEC :**

Merci, oui j'ai entendu Edouard qui nous a dit tout à l'heure qu'il fallait trouver de nouvelles recettes, et il y a une idée qui m'est venue en cours de route puisque là j'ai « le Journal du siècle », et j'ai vu que dans le cadre du financement du centenaire, il y avait des partenaires qui avaient investi et je vois par exemple, Green Cantine, je vois Arabesque, je ne vois pas mon charpentier mais je pense que c'est un oubli !! (Rires)

J'ai une question à vous poser, est-ce que ça s'est fait dans le cadre d'une convention de mécénat ?

**Christophe VIGNAUD :**

Oui.

**André JAKUBIEC :**

D'accord, alors deuxième question, est-ce que cette convention peut s'adresser aussi aux particuliers ?

**Christophe VIGNAUD :**

Oui.

**André JAKUBIEC :**

Autrement dit, un particulier qui veut faire un geste et donc une contribution, non pas basé sur la fiscalité mais sur la générosité intéressée, et je m'explique, je suppose que si un particulier par exemple donne 1 000€, il a le droit à un dégrèvement fiscal ?

**Christophe VIGNAUD :**

Oui, de 66%.

**André JAKUBIEC :**

66%, d'accord. Donc autrement dit, avec cet outil là on force l'Etat à donner à la commune 660€, puisque si le particulier donne 1000€ en fait ça ne lui coûte que 340€.

**Christophe VIGNAUD :**

Oui absolument.

**André JAKUBIEC :**

Et bien, moi je lance un appel à la générosité de nos concitoyens d'Hossegor si 1000 concitoyens ou concitoyennes donnent 1000€, je ne sais pas si vous réalisez mais cela représente 1 000 000 €, moi je vais joindre le geste à la parole, et faire le chèque, il faut le mettre à l'ordre du Trésor public ?

**Christophe VIGNAUD :**

Oui pas à notre ordre, mais bien à l'ordre du Trésor Public. Merci pour ce geste, en fait, oui et tu l'as démontré, c'est un défi important pour nous. Et c'est sûr que les ressources et les recettes complémentaires peuvent aussi passer par ce genre de choses, au nom de la commune je souhaite remercier notre ami André pour cette donation qui sera peut-être le début d'un grand élan de solidarité de la part de certaines personnes.

Voilà, merci.

Alors, non pas de liquide ! Parce que Baudouin demande du liquide mais non pas de liquide, si vous voulez le faire ce sera un chèque et Mélanie saura ce qu'il en est.

Allez passons au point numéro 8, ce sont les subventions aux associations, nous allons voir ensemble le tableau récapitulatif des subventions aux associations.

**8. Subventions aux associations 2023**

**Edouard DUPOUY :**

Effectivement, c'est un point assez classique, une commission des finances élargie aux élus en lien avec le monde associatif, culturel et sportif s'est réunie le 20 janvier dernier afin d'étudier les demandes de subventions qui seront allouées aux associations.

Je vous propose de voter les montants qui figurent dans le document que vous avez eu en annexe, il est précisé que les subventions de fonctionnement seront budgétairement liées à une association donc elles seront versées courant 2023.

A contrario, la totalité des subventions dites « de manifestation » forment une enveloppe de crédits budgétaires sur laquelle le Conseil municipal doit se prononcer. Cette situation pourra être rattachée à une association en cours d'année si la manifestation a bien lieu en 2023, pas de changement dans le processus, il est assez classique. Je ne sais pas s'il y a des remarques ou des interventions sur le sujet ?

**Christophe VIGNAUD :**

Juste avant de vous donner la parole, avant de voter. Petite précision, tous ceux qui font partie d'associations comme Jean (BELLOCQ), Catherine (CERIZAY-MONTAUT), mais aussi Emmanuelle (BESCHERON), qui est absente mais Caroline (CABANAC-ESCANDE) ne prendra pas sa procuration pour cette délibération, ne prendront pas part au vote, tout simplement parce qu'ils sont impliqués dans certaines associations.

Et si vous en êtes d'accord, on pourrait voter en bloc l'ensemble de ces subventions, et c'est dommage parce que le tableau ne soit pas affiché. Oui Cathy, à vous.

**Catherine CERIZAY-MONTAUT :**

Alors, effectivement, c'est dommage que le tableau ne soit pas affiché. Je voudrais faire deux remarques et c'est mieux avec le tableau pour la compréhension. Je voulais d'abord souligner la vivacité de nos associations sportives, je pense que la municipalité ne peut que se féliciter de voir la vitalité de toutes nos associations sportives, qui sont très variées et donc je pense qu'il est agréable et légitime de les soutenir dans leurs projets.

En revanche, quand on descend un petit peu dans le tableau, moi je m'inquiète davantage concernant les associations culturelles, patrimoniales. Je trouve qu'année après année, les lignes disparaissent.

Alors, c'est vrai que cette année on a malheureusement subi la disparition de 3<sup>ème</sup> Session qui donc a quitté la commune et qui pourtant avait voilà une vocation culturelle indéniable par les expositions organisées, donc moi je m'inquiète. Même s'il est vrai que dans le domaine musical on a encore des associations qui fonctionnent bien et tant mieux, cependant, tout ce qui est culturel et patrimonial disparaît.

Je pense donc qu'il est vraiment nécessaire de les soutenir financièrement, de les soutenir haut et fort. Les associations qui demeurent encore et soutenir aussi tous les projets qui pourraient se présenter au niveau patrimonial ou culturel.

**Christophe VIGNAUD :**

Merci, on ne va pas réencherir là-dessus, passons au vote et si vous êtes d'accord pour voter en bloc ? Parfait.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ?

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230317-008 : Subventions 2023 aux associations

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

**Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1611-4,

**CONSIDÉRANT** les propositions faites par Monsieur le Maire et Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances,

**CONSIDÉRANT** l'avis de la commission municipale « Finances » élargie aux élus en lien avec le tissu associatif, culturel et sportif qui s'est réunie le 20 janvier 2023,

En tant que personnes intéressées, ne prennent pas part au vote :

- Monsieur Christophe VIGNAUD pour l'association : Office de Tourisme
- Madame Véronique CAZAVANT pour l'association : Office de Tourisme
- Monsieur Jean BELLOCQ pour l'association : Sport de combat
- Madame Caroline CABANAC ESCANDE pour l'association : Office de Tourisme
- Madame Emmanuelle BESCHERON pour les associations : Office de Tourisme/ Hossegor Sauvetage Côtier/ Océan Life-Swimrun.
- Mme Catherine CERIZAY-MONTAUT pour l'association : Mélomanes

***Après en avoir délibéré,***

***A l'unanimité des votants,***  
***Le Conseil Municipal,***  
**APPROUVE** les subventions de fonctionnement attribuées aux associations telles que listées dans le tableau ci-dessous.



		2023		
N°	Nom des associations	Global	Fonctionnement	Manifestations
53	Office de tourisme	301 000,00	301 000,00	
<b>Tourisme</b>		<b>301 000,00</b>	<b>301 000,00</b>	<b>0,00</b>
13	Amicale anciens combattants veuves de guerres SL	300,00	300,00	
14	Anciens combattants et prisonniers guerre PG-CATM	350,00	350,00	
37	Les Médailleurs militaires	50,00	50,00	
44	Amicale des Anciens Marins AMMAC	230,00	230,00	
18	Fédération nationale anciens combattants ATM - FNACA	100,00	100,00	
<b>Anciens combattants</b>		<b>1 030,00</b>	<b>1 030,00</b>	<b>0,00</b>
20	Fédération française de surf	5 000,00		5 000,00
79	Hossegor-Capbreton Rugby	13 000,00	13 000,00	
80	Ass.Tennis de table	3 500,00	2 000,00	1 500,00
81	Ass.Sport de combat	3 000,00	3 000,00	
82	Ass.Pétanque	2 100,00	2 100,00	
83	Hossegor Surf Club	15 000,00	15 000,00	
84	HSC - Hossegor Sauvetage Côtier	21 000,00	15 000,00	6 000,00
95	Les 10 miles des Baignes	1 000,00		1 000,00
115	ASH Pelote	5 000,00	4 000,00	1 000,00
130	Association sportive Collège Jean Rostand	500,00	500,00	
136	A l'eau plongée	1 000,00	1 000,00	
142	Hossegor Tri Aventure	500,00	500,00	
147	Seiken Hossegor	1 500,00	1 200,00	300,00
152	Oceanperf Events	800,00		800,00
155	Océan Life - Swimrun	7 200,00		7 200,00
159	Fédération Aviron - Rowing Cup	8 000,00		8 000,00
169	Transforms SLB (arts martiaux - Jiu-Jitsu Brésilien)	2 000,00	1 500,00	500,00
173	Hossegor Beach Family - HBF 40 (Volley)	500,00	500,00	
<b>Sport</b>		<b>90 600,00</b>	<b>59 300,00</b>	<b>31 300,00</b>
77	Musique de poche	1 000,00		1 000,00
91	Mélobanes	3 000,00	3 000,00	
96	Chorale Ananda	3 000,00	1 500,00	1 500,00
125	Théâtre Les Ateliers d'Armando	4 000,00	2 000,00	2 000,00
158	Little is better	3 000,00		3 000,00
175	Chantons sous les pins	4 000,00		4 000,00
<b>Culture</b>		<b>18 000,00</b>	<b>6 500,00</b>	<b>11 500,00</b>
5	Coop. scolaire Hossegor	2 592,00	2 592,00	
98	Coop. scolaire Soorts	4 368,00	1 728,00	2 640,00
132	APE Hossegor	1 296,00	1 296,00	
133	APE Soorts - Récré'Actions	891,00	891,00	
31	Séjours linguist./découvertes	1 280,00	1 000,00	280,00
<b>Ecoles</b>		<b>10 427,00</b>	<b>7 507,00</b>	<b>2 920,00</b>
8	Association intercommunale Don du Sang	300,00	300,00	
106	Restaurants du Cœur Landes	1 700,00	1 700,00	
116	Secours Catholique	1 000,00	1 000,00	
117	Secours Populaire Français	1 000,00	1 000,00	
154	Handiplage	700,00	700,00	
<b>Aide à la personne</b>		<b>4 700,00</b>	<b>4 700,00</b>	<b>0,00</b>

N°	Nom des associations	Global	Fonctionnement	Manifestations
1	Société de chasse	600,00	600,00	
25	Hossegor Echecs	1 600,00	1 400,00	200,00
39	Comité d'Oeuvres Sociales	7 430,00	6 100,00	1 330,00
87	Hossegor espace culturel et de loisirs	1 500,00	1 500,00	
110	Starcom - Surf FM	1 200,00	1 200,00	
120	Prévention routière	200,00	200,00	
124	L'Abri	400,00	400,00	
168	Nickel-Chrome	3 855,00		3 855,00
177	Minoutoutdoux	400,00	400,00	
<b>Divers</b>		<b>17 185,00</b>	<b>11 800,00</b>	<b>5 385,00</b>
<b>TOTAL GENERAL =</b>		<b>442 942,00</b>	<b>391 837,00</b>	<b>51 105,00</b>

**PRECISE** que la totalité des subventions « manifestations » forme une enveloppe de crédits budgétaires sur laquelle le conseil municipal doit se prononcer et que l'on pourra relier à une association, en cours d'année, si la manifestation a bien lieu en 2023.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
 Au registre suivent les signatures,  
 Pour extrait certifié conforme,  
 A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

Très bien, le point suivant, le point numéro 9, une subvention complémentaire à l'Office de Tourisme pour 2022.

### **9.Subvention complémentaire 2022 Office de Tourisme**

#### **Edouard DUPOUY :**

L'office de tourisme a sollicité un complément de subvention pour 2022, à hauteur de 44 480€.

Nous l'avons abordé en commission plusieurs fois. Je ne sais pas si vous vous souvenez, l'année dernière, nous avons fait le choix de voter une subvention pour l'office qui était beaucoup moins importante.

Elle était de 250 000€, les réunions qu'on a pu avoir avec l'office, nous ont permis de mieux comprendre en fait la structure des budgets et de comprendre notamment que l'office avait vraiment besoin d'une subvention à hauteur de 300 000€ pour tenir. Et donc finalement ce complément de subvention, il revient à réajuster le montant de la subvention voté et versé en 2022.

Je n'ai pas plus de choses à ajouter.

#### **Lionel BARBERIS :**

Comme tu le disais, l'opposition est là toujours un peu pour alerter sur certaines choses, juste on n'a pas une obligation de refaire une convention ? Si c'est à hauteur de 44 000€

Je ne parle pas de la convention pour 2023, ça c'est autre chose, je parle de la convention de 2022,

Elle existe, elle fait 301 000€, elle a été votée pour 301 000€ et là on rajoute 44 000€. Or, le seuil...

Ah non, pardon elle n'était pas de 301 000€ mais de 250 000€, cette convention, elle a été votée avec un montant et là on rajoute 44 000€, quelle évaluation de l'ancienne convention ? Or s'il y a convention, il y a évaluation. Le but c'est d'évaluer et derrière, cette évaluation elle permet de dire : « est-ce que c'est pertinent ? » Et là, je ne mets pas du tout en cause de verser ou non ce complément, là n'est pas le sujet.

Mais techniquement, je trouve que de relancer 44 000€ sur une convention qui était établie pour un montant de 250 000€, une convention qui ne prévoit pas si on a envie de faire des rallonges. Pour moi, cela nécessite une nouvelle convention. Là, quelque chose m'échappe.

#### **Christophe VIGNAUD :**

Il y a un avenant à la convention qui va être fait. Cela a été vu en commission, on en a parlé et cela a été acté par tous.

Nous allons faire un avenant à cette convention 2022 et pour 2023 une nouvelle convention.

#### **Lionel BARBERIS :**

C'est ce que je dis, aujourd'hui il faudrait qu'on vote l'avenant à la convention 2022. Ce que je dis là, c'est pour alerter sur des choses qui me semblent évidentes, parce qu'au-delà de 23 000€, nous sommes obligés d'établir une convention. Une convention financière qui nécessite une évaluation dans ce cas-là comme pour toute convention. Nous, ce que nous voulons, c'est que l'évaluation se fasse, à chaque fois qu'on donne plus de 23 000€. Une évaluation et une trace.

**Christophe VIGNAUD :**

Cette partie, ce complément de subvention, tout cela a été débattu, on sait pourquoi on vote, et donc l'avenant fera état de tout cela bien entendu.

Et pour 2023, vous la voterez après ce point-là.

Cela reprend le budget, les objectifs de chacun et les résultats.

**Lionel BARBERIS :**

C'est pour ça que plus globalement, ce que j'aimerais c'est que quand on fait une convention d'objectif, on ait une évaluation de cette convention. Puisque quelque part, cette convention elle cite des objectifs, elle dit : « on va faire ça, on doit faire ça », est-ce que ça a bien été fait par l'association... ? »

Alors, c'est vrai aussi qu'un service des sports pourra évaluer les conventions des sports. C'est d'avoir une évaluation de l'argent que l'on donne et pourquoi. Mais j'ai bien noté qu'un avenant sera fait.

**Christophe VIGNAUD :**

Et nous savons pourquoi puisqu'il y a eu des dépenses exceptionnelles de l'ordre de 21 000€.

Je rappelle juste aux membres du Conseil d'administration c'est-à-dire, à Véronique (CAZAVANT), Emmanuelle (BESCHERON qui n'est pas là) et Caroline (CABANAC-ESCANDE), qu'elles ne peuvent pas prendre part au vote.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ?

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230317-009 : Subvention complémentaire 2022 à l'Office de Tourisme d'Hossegor

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

#### Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La commission municipale « Finances » s'est réunie le 10 janvier 2023 afin d'examiner la situation financière de l'Office de Tourisme au titre de l'exercice 2022. Elle a majoritairement validé la demande de l'Office de Tourisme d'un complément de subvention. Elle propose au vote de l'assemblée délibérante une subvention complémentaire 2022 à hauteur de 44 481,38 € qui vient s'additionner à la subvention de fonctionnement 2022 initiale de 250 000 €.

Cette demande a été aussi étudiée lors de la commission « Finances » élargie aux élus en lien avec le tissu associatif, culturel et sportif qui s'est réunie le 20 janvier 2023.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1611-4,

**CONSIDÉRANT** la demande formulée par l'Office de Tourisme d'un complément de subvention 2022 à hauteur de 44 481,38 €.

**CONSIDÉRANT** l'avis majoritairement favorable de la commission « Finances » qui s'est réunie le 10 janvier 2023 et de la commission « Finances » élargie aux élus en lien avec le tissu associatif, culturel et sportif qui s'est réunie le 20 janvier 2023,

En tant que personnes intéressées, ne prennent pas part au vote :

- Monsieur Christophe VIGNAUD
- Madame Véronique CAZAVANT
- Madame Caroline CABANAC ESCANDE
- Madame Emmanuelle BESCHERON

***Après en avoir délibéré,***

***Avec 18 voix pour***

***Et 9 abstentions (C. VIGNAUD, V. CAZAVANT, B. MERLET, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CABANAC-ESCANDE, E. BESCHERON, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)***

***Le Conseil Municipal,***

**APPROUVE** la subvention complémentaire au titre de l'année 2022 à l'Office de Tourisme d'Hossegor à hauteur de 44 481,38 €.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer un avenant à la convention d'objectifs et de moyens avec l'association Office de tourisme .

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

## **10. Convention 2023 d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'Office de Tourisme**

Très bien merci, donc on va passer maintenant au point numéro 10, qui est la convention d'objectifs et de moyens entre la commune et l'office du tourisme.

Comme tu le disais précédemment, cette convention qui a été signée l'année dernière donc va être reconduite avec des objectifs, vous les avez eus dans les documents envoyés.

Il y a différents points qui sont très importants, sur lesquels, et en collaboration l'office, nous avons travaillé et allons travailler dessus.

Il y a le budget et aussi le financement de la partie événementielle, qui sera d'ailleurs pour votre information prise en direct par les services de la mairie sur présentation de factures.

Voilà vous avez tout ça dans vos pièces jointes, est-ce que vous avez donc des questions par rapport à cela ?

**Lionel BARBERIS :**

Si j'ai bien compris, là ce qui est noté dans la convention, en 2023 la commune réalisation de l'objectif générale c'est 301 000€ et les sommes pour la partie événementielle sont en plus ?

**Christophe VIGNAUD :**

Elles sont en plus et réglées par la mairie.

**Lionel BARBERIS :**

Les 301 000€ c'est la subvention et après s'ajouteront les factures liées aux événements qui serait fait à hauteur de 46 000€, par exemple pour le Latinossegor

**Christophe VIGNAUD :**

Voilà, et ainsi de suite suivant les événements qui vont avoir lieu.

Ce sont des objectifs, ce sont des budgets et cela peut être discuté et discutable. Est-ce qu'il y a d'autres questions ? On va passer au vote si vous voulez bien.

**Lionel BARBERIS :**

Attention à la rédaction de la convention, ce n'est pas très très clair la façon dont elle est rédigée. Je cite :

« Cette subvention de fonctionnement doit permettre à l'association de porter ou de participer aux événements suivants prévu à ce jour, et dont les montants estimatifs sont les suivants... »

On a donc l'impression que les 301 000€ servent aux événements.

**Christophe VIGNAUD :**

Oui Baudouin, tu veux dire un mot ?

**Baudouin MERLET :**

Oui, je ne voudrais pas être redondant mais quand je regarde les chiffres, 301 000€ et si ma mémoire est bonne il faut déduire les 120 000€ et il reste donc 180 000€ pour fonctionner et cela ne figure pas là.

**Christophe VIGNAUD :**

Mais cela n'a rien à voir là.

**Baudouin MERLET :**

La 2<sup>ème</sup> chose c'est que quand on a voté ces 180 000€, ... Intervention très peu audible.

Quelle est leur participation dans le cadre du centenaire ?

**Christophe VIGNAUD :**

La fête du centre par exemple. Hier, l'office était avec nous à sortie de la projection du documentaire. Et ils vont nous aider et nous accompagner de façon régulière sur tous les événements.

**Baudouin MERLET :**

Donc ils ont une marge de manœuvre ?

**Christophe VIGNAUD :**

Non, ce n'est pas une marge de manœuvre, ces événements se font en collaboration avec l'office de tourisme. Et il y a d'autres événements sur lesquels ils ont une application directe en tant qu'organiseurs.

Passons au vote, qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Merci.



## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230317-010 : Convention d'objectifs et de moyens 2023 entre la Commune et l'Office de Tourisme

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

#### Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La commission des finances élargie aux élus en lien avec le tissu associatif, culturel et sportif s'est réunie le 20 janvier 2023 afin d'étudier les subventions aux associations. Elle a majoritairement proposé d'accorder une subvention de fonctionnement de 301 000 € à l'Office de Tourisme de Soorts-Hossegor au titre de l'année 2023.

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1<sup>er</sup> du décret 2001- 495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

La convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'Office de Tourisme figure en annexe de la présente délibération. L'association devra porter ou participer aux événements qui auront lieu sur la

Commune. Après validation des devis, la Commune règlera directement les factures liées aux manifestations qui ont été actées.

En tant que personnes intéressées, ne prennent pas part au vote :

- Monsieur Christophe VIGNAUD
- Madame Véronique CAZAVANT
- Madame Caroline CABANAC ESCANDE
- Madame Emmanuelle BESCHERON

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité des votants,  
Le Conseil Municipal,***

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'Office de Tourisme de Soorts-Hossegor, fixant les objectifs et les moyens pour l'année 2023.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

## MARCHES PUBLICS :

### **11. Choix du candidat pour le marché public passé sous la forme d'un accord-cadre pour des prestations de surveillance des biens et de gardiennage sur la voie publique**

#### **Christophe VIGNAUD :**

Passons aux marchés publics, donc le point numéro 11, c'est un marché qui est passé sous la forme d'un accord-cadre pour les prestations de surveillance de biens et de personnes sur la voie publique. Comme vous le savez nous notre commune souhaite continuer sa politique sécuritaire et la renforcer et cela passe par les caméras de vidéosurveillance et cela depuis 3 ans déjà, mais aussi par un accompagnement d'une société de surveillance et de gardiennage pendant les périodes de grande fréquentation.

Principalement l'été, et la société aura des lieux d'interventions bien précis, comme le front de mer, la place des landais, l'hypercentre et les quartiers situés entre les 2.

En période estivale mais aussi lors d'événements majeurs qui sont organisés par la commune. La commission d'appel d'offres, la CAO réunie le 2 mars dernier à 15h30, et parmi les entreprises qui ont postulé, le choix de la commission d'appel d'offres s'est porté sur la société SIS sécurité.

Ils nous ont donné toutes les garanties que nous souhaitions, et surtout et cela est important c'est que ce type de profession à l'approche de la coupe du monde de rugby mais aussi des jeux olympiques risquent de prendre un grand nombre de personnels. Il fallait signer un contrat et c'est ce que l'on a fait pour 3 ans, plus une année supplémentaire sous la forme un accord-cadre, ou marché à bon de commande, ce qui vous permet d'ajuster suivant vos besoins.

Ce qui était important, c'était de le faire maintenant et de se garantir cette sécurité pour les 3 ans à venir et la durée supplémentaire qu'il va y avoir. Sachant que dès 2023 vous avez la Coupe du monde de rugby, en 2024 les jeux olympiques, et nous savons d'ores et déjà que nous aurons également moins de gendarmes disponibles. Donc c'est très important, je vous communique également une petite information complémentaire qui n'a rien à voir avec notre marché des vigiles, mais nous avons eu les données de la gendarmerie sur la communauté de brigade de Capbreton.

Elles font apparaître 194 interventions de moins que l'année dernière alors c'est peut-être dû vous allez me dire au fait qu'il y ait eu un peu moins de monde. Peut-être, mais en tout cas on peut s'en féliciter.

Pour comparaison, nos voisins ont 529 interventions et 945 quand on en fait 507 de notre côté donc c'est assez c'est assez intéressant de le savoir, sachant que quand même on a un lieu de captation qui est la place des landais et qui est un endroit où il y a beaucoup de regroupement, voilà c'était juste une parenthèse.

Vous avez des questions ? Non, passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Et qui est pour ?

## Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal

Séance du 17 mars 2023

**Délibération n°230317-011 : Choix du candidat pour le marché public passé sous la forme d'un accord-cadre pour des prestations de surveillance des biens et de gardiennage sur la voie publique**

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

### Nombre de conseillers

**En exercice : 27**

**Présents : 24**

**Votants : 27**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

**Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

**VU** l'article L 2122-22 du CGCT,

**VU** les articles L 2124-2, R 2161-2 à R 2161-5, R2162-4, R2162-13 et R2162-14 du code de la Commande Publique

**VU** la volonté du Conseil Municipal de conclure un marché public sous la forme d'un accord-cadre pour des prestations de surveillance des biens et de gardiennage sur la voie publique la commune de Soorts-Hossegor.

**VU** la consultation s'y rapportant qui s'est déroulée comme suit :

- Dossier de consultation mis en ligne sur les plateformes « Landespublic » le 18 novembre 2022, Marchés Online le 21 novembre 2022 et sur site internet de la commune le 18 novembre 2022 ;
- Annonce publiée au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) le 21 novembre 2022 au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) le 21 novembre 2022 et sur le Moniteur le 25 novembre 2022.

**VU** le registre des dépôts clos le 20 décembre 2022 à 12h00 comportant l'offre des entreprises :

**SIS Sécurité**

Route de l'Hydro  
64200 ARCANGUES

**GROUPE A SECURITE**

1, boulevard Charles de Gaulle  
92 700 COLOMBES

**SECURITIM**

17-19, rue Jeanne Braconnier  
39360 MEUDON LA FORET

**VU** le rapport d'analyse des offres,

La Commission d'Appel d'Offres, réunie le jeudi 2 mars à 15h30 a ouvert et étudié les dossiers transmis et conformément aux critères énoncés dans le règlement de consultation a choisi l'offre de la société SIS Sécurité qui est apparue techniquement conforme aux prescriptions contenues dans le CCTP, jugée économiquement juste et donc la mieux-disante.

Monsieur le Maire propose aux membres du conseil municipal de suivre l'avis de la Commission d'Appel d'Offres et de retenir la société SIS Sécurité comme prestataire de service pour la surveillance des biens et de gardiennage sur la voie publique sur la commune.

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,***

**APPROUVE** le choix de la Commission d'Appel d'Offres de retenir l'offre de la société SIS Sécurité conformément au Bordereau des Prix Unitaires annexé à l'acte d'engagement pour ce marché passé selon la procédure de l'appel d'offres sous la forme d'un accord cadre à bons de commande avec un minimum de 100 000 € HT et un maximum de 600 000 € HT pour 3 ans avec une reconduction expresse possible d'une année supplémentaire.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer le marché avec la société SIS Sécurité et toutes les pièces afférentes.

**PRÉCISE** que les sommes nécessaires au financement de ce marché seront inscrites au budget principal de la Commune.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

## **12. Avenant au marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du Sporting Casino**

### **Christophe VIGNAUD :**

Ensuite, point numéro 12, il s'agit d'un avenant au marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du Sporting-Casino.

Pareil, pour ce sujet, la commission d'appel d'offres s'est réunie aussi le jeudi 2 mars à 15h30, afin d'analyser et valider cette proposition d'avenant.

AU regard du marché qui avait été signé en 2019, les choses ont évoluées, ce n'était pas tout à fait le même en termes de périmètre déjà.

Avec les obligations qui nous ont été imposées avec le PPRL, puisqu'il faut faire en sorte de purger l'arrière du Casino, de ne rien y construire, donc cela ne nous permet plus de réaliser le projet prévu surtout à l'arrière du canal.

Également, des coûts très supérieurs liés traitement de la corrosion des aciers, que nous avons découvert sur les coursives et dans les gradins extérieurs. L'équipe de maitrise d'œuvre nous demande un supplément de 189 588€ sur la totalité des travaux supplémentaires.

Après comparaison, et compte tenu de tout ce que je viens d'évoquer, ce sont certes des suppléments, et nous allons faire en sorte de les tenir et ne pas avoir de surprise supplémentaire.

Pour information, la purge du Bengali a commencé et il n'y a pas eu de mauvaises surprises à ce niveau-là.

Voilà est-ce que vous avez des questions ? Passons au vote,

### **Lionel BARBERIS :**

C'est vrai que je reviens toujours sur les mêmes points, mais on a une augmentation des coûts sur les travaux, y compris sur les projections que nous avons pu faire, là en est l'exemple type, cette augmentation est conséquente quand même.

Et on risque d'avoir également les mêmes mauvaises surprises sur des projets inscrits dans le plan pluriannuel d'investissement.

### **Christophe VIGNAUD :**

Nous en sommes conscients.

### **Lionel BARBERIS :**

Non, mais ce que je veux dire, c'est que cela remet en cause le volume potentiel d'investissement que l'on peut porter. Et tout cas le type de travaux, vu le volume.

### **Christophe VIGNAUD :**

Cela ne va pas remettre en cause le volume sur ce projet-là, cela pourrait remettre en cause le volume sur d'autres projets, sachant que quand on regarde bien, les gros projets structurants ont été faits en 2023.

### **Lionel BARBERIS :**

Oui, enfin celui-ci est tout de même conséquent.

**Christophe VIGNAUD :**

Il aurait à mon avis irresponsable de ne rien faire sur le Sporting.

**Lionel BARBERIS :**

Je ne dis pas qu'il faut pas le faire, je dis juste que ce type d'augmentation non prévue vient largement impacter notre capacité.

Et vraiment, là nous n'avons pas le choix parce que là on est vraiment à la limite de la rupture, et la corrosion des aciers du béton sur les coursives, cela devient dangereux surtout si on souhaite que le Sporting devienne un lieu festif, un lieu pour promouvoir la commune, du tourisme d'affaires...

Donc, passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ?



## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230224-012 : Avenant au marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du Sporting-Casino

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**VU** l'article L. 1414-4 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le code de la commande publique,

**VU** la délibération relative à la maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du Sporting-Casino en date du 8 mars 2019,

Le marché de maîtrise d'œuvre pour le projet de réhabilitation du Sporting-Casino a été signé en mars 2019.

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAP, l'engagement de la maîtrise d'œuvre sur le coût de l'opération est ramené au mois MO à savoir **Mars 2019**.

Le forfait de rémunération est provisoire lors de la signature du marché et devient définitif à la fin dite « d'avant-projet définitif », phase durant laquelle le coût prévisionnel des travaux est fixé et arrêté par la maîtrise d'ouvrage.

L'équipe de maîtrise d'œuvre a envoyé un projet d'avenant pour les différents coûts supplémentaires de travaux :

- des travaux supplémentaires demandés par la maîtrise d'ouvrage intégrant une partie du Jaï-Alaï au projet ; cela conduit à un montant de travaux supplémentaires de 386 620,33€ HT ;
- des aléas dus à la mise en application du Plan de Prévention des Risques Littoraux PPRL en juillet 2021, passant ainsi en zone rouge une partie du projet ; ainsi le périmètre face au canal est alors passé en zone rouge, incitant au déclassement des logements considérés comme locaux de sommeil. Cela a rendu nécessaire le changement de destination des logements à l'intérieur du projet du Sporting. Les travaux devenus nécessaires et ne figurant pas dans le marché initial s'élèvent à un montant de 221 546,48 € HT ;
- des travaux nécessaires à la suite des résultats du diagnostic qui ont révélés la corrosion des aciers des bétons du bâtiment principal et des gradins. Le coût du traitement de la corrosion des aciers des bétons au titre de la préservation et de la sauvegarde du bâtiment s'élève à 1 563 857,52€ HT.

Le coût des travaux définitif validé par la maîtrise d'ouvrage est de 6 422 024 € HT en valeur mars 2019 sur laquelle cet avenant est basé, mais pour information il est de 7 391 750 € HT en valeur **octobre 2022**.

L'article 8.3 du CCAP du présent marché indique que la rémunération provisoire devient définitive, en appliquant la clause de réexamen suivante, conformément à l'article R. 2194-1 du CCP :

Montant définitif de la rémunération = estimation définitive du coût prévisionnel des travaux (au mois zéro) x taux de rémunération (11,888 % sauf pour le traitement de la corrosion, il sera de 7,50 %)

#### **Rémunération définitive de la maîtrise d'œuvre**

	Coût travaux	Taux	Valeur mars 2019
Montant des travaux APD	4 250 000,00 €	11,888%	505 231,70 €
Montant des travaux Jaï-Alaï	386 620,33 €	11,888%	45 961,42 €
Changement destination Logements	221 546,48 €	11,888%	26 337,45 €
Traitement corrosion aciers des bétons	1 563 857,52 €	7,50%	117 289,31 €
			<b>694 925,35 €</b>

Soit une augmentation de la rémunération de **189 588,18 € HT** qui représente un écart de 39,21 %.

Le projet d'avenant présenté en Commission d'Appel d'Offres pour avis le 2 mars 2023 qui a recueilli un avis favorable unanime.

***Après en avoir délibéré,  
A l'Unanimité  
Le Conseil Municipal,***

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'avenant considéré, ainsi que tous documents s'y rapportant pour son exécution.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

## **AFFAIRES GÉNÉRALES :**

### **13.Droit d'opposition à la collecte du numéro d'immatriculation des véhicules dans le cadre du stationnement payant sur la commune.**

#### **Christophe VIGNAUD :**

Passons aux affaires générales, donc c'est le droit d'opposition de la collecte des numéros d'immatriculation des véhicules dans le cadre du stationnement payant sur la commune.

Lors de l'achat du ticket de stationnement payant sur la commune, vous enregistrez votre plaque d'immatriculation, et de ce fait la machine collecte des données personnelles. Mais la collecte de ces données est soumise aussi au règlement général sur la protection des données et en raison de recours dans certaines villes, notamment à Marseille je crois, il est nécessaire de délibérer afin d'écarter ce droit d'opposition dans le cadre du stationnement payant et de la collecte des numéros d'immatriculation des véhicules dans le cadre du stationnement payant sur la voie publique.

Il faut juste le passer au Conseil et que vous vous acceptiez le fait qu'à un moment ou un autre on écarte ce droit d'opposition.

Avez-vous des questions ? Donc, passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ?

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

**Délibération n°230317-013 : Droit d'opposition à la collecte du numéro d'immatriculation des véhicules dans le cadre du stationnement payant sur la commune.**

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 24**

**Votants : 27**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

**Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

**VU** les articles 23 et 56 de la LIL du Règlement Général de Protection des Données (RGPD) ;

**VU** l'arrêté municipal n° 2022-1-045 réglementant le stationnement payant sur le territoire de la commune ;

**VU** la délibération n°002 en date du 6 avril 2022 relative aux zones de stationnement payantes sur le territoire de la commune ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y appartient aux collectivités territoriales responsables des traitements d'écarter par délibération le droit d'opposition des usagers du stationnement au renseignement par leurs soins ou à la collecte du numéro d'immatriculation de leur véhicule ;

**CONSIDÉRANT** que le stationnement payant favorise la rotation des véhicules surtout pendant la période estivale ;

**CONSIDÉRANT** que le relevé des plaques d'immatriculation par procès-verbal électronique permet un meilleur taux d'efficacité du recouvrement des recettes publiques en évitant les erreurs ;

**CONSIDÉRANT** que le relevé des plaques d'immatriculation garantit une efficacité pour les recours et une preuve du paiement du stationnement ;

**CONSIDÉRANT** que les tickets de stationnement sont obtenus après saisie de l'immatriculation (données personnelles récoltées à des fins de contrôle notamment) ; les immatriculations sont conservées 2 ans à des fins de traitement des éventuels Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) ou à la Commission du Contentieux du stationnement Payant (CCSP) ;

La dépénalisation du contrôle du stationnement payant de surface prévue par la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a donné aux collectivités territoriales, à partir du 1er janvier 2018, une nouvelle compétence leur permettant une gestion complète de leur politique de stationnement.

Ainsi, la dépénalisation du stationnement payant a modifié la nature du caractère payant du stationnement.

En effet, l'usager ne règle plus un droit de stationnement mais une redevance d'utilisation du domaine public. En cas de non-paiement ou de paiement insuffisant de cette redevance, l'usager ne commet plus une infraction pénale sanctionnée par une amende de 1ère classe, fixée nationalement à 17 €, mais doit s'acquitter du paiement d'un Forfait Post Stationnement dit FPS.

Reprenant ainsi le mécanisme du montant forfaitaire dû en cas de non-paiement de redevance domaniale, le Forfait Post Stationnement (FPS) correspond à une indemnisation de la collectivité en raison d'un non-paiement en temps utile de la redevance due au titre de l'occupation de la voirie, la base de calcul reposant sur la durée maximale autorisée de stationnement.

Dans ce cadre, la Commune en assure pleinement les conditions d'organisation ainsi que les modalités de mise en œuvre dans le but de :

- Réduire la place de l'automobile dans l'hyper centre ;
- Augmenter la rotation automobile en voirie et libérer l'espace public ;
- Encourager les déplacements vertueux pour l'environnement (déplacement piétons, vélos ...)
- Orienter les automobilistes vers les parkings relais gratuits ;
- Améliorer la mobilité sur la commune.

Aussi, la collecte des données personnelles (numéro de plaque d'immatriculation, nom du propriétaire du véhicule) lors de l'établissement d'un procès-verbal électronique sont opposables en l'absence d'un acte contradictoire.

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,***

**ÉCARTE** le droit d'opposition à la collecte du numéro d'immatriculation des véhicules dans le cadre du stationnement payant sur la voie publique.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à mettre en œuvre toutes les modalités d'application du présent acte et à signer tout document y afférent.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

#### **14. Sporting-Casino : Renouvellement de l'autorisation d'exploitation des jeux de hasard.**

Point suivant, point 14, c'est le renouvellement de l'autorisation des exploitations des jeux de hasard, donc l'autorisation des jeux du casino au Sporting qui a été donnée par le ministère de l'Intérieur et de la Direction des Libertés publiques et des Affaires Juridiques prend fin le 31 octobre 2023, date à laquelle se termine la DSP d'ailleurs.

Nous devons formuler un avis, favorable, ou pas, en je l'espère, afin que l'exploitant puisse demander son renouvellement et de continuer son exploitation.

Cette demande de renouvellement doit être faite 4 mois avant la fin de date d'expiration de cette autorisation, nous sommes dans les temps, et donc je vous demande de formuler votre avis.

Favorable, défavorable ou sans avis. Est-ce que vous avez un avis favorable au renouvellement de l'autorisation d'exploitation de jeux de hasard du casino ?

Avis favorable. Parfait, merci.



## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n°230224-014 : Sporting-Casino : Renouvellement de l'autorisation d'exploitation des jeux de hasard

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

#### Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que l'autorisation d'exploitation des jeux, accordée par le ministère de l'Intérieur et le Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques à la société d'exploitation du Sporting-Casino d'Hossegor, arrive à expiration le 31 octobre 2023.

L'article 10 de l'arrêté du 14 mai 2007 précise que « les demandes de renouvellement d'autorisation des jeux sont déposées et enregistrées à la sous-préfecture, sous peine de forclusion, quatre mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation des jeux ».

Le dossier de renouvellement doit comporter l'avis favorable du conseil municipal.

**VU** l'arrêté du 14 mai 2007 relatif à la réglementation des jeux dans les casinos,

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,***

**ÉMET** un avis favorable au renouvellement de l'autorisation d'exploitation des jeux de hasard jusqu'au 31 octobre 2027.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

Le Maire,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

**Christophe VIGNAUD**

## **15.Approbation des tarifs du golf d'Hossegor.**

### **Christophe VIGNAUD :**

Ensuite, l'approbation des tarifs du Golf, tout cela est donc très simple, il faut que l'assemblée délibérante approuve les tarifs qui sont proposés. Comme toutes les délégations de service public, nous devons approuver les tarifs proposés. Comme pour le mini-golf, le tennis, le trinquet...

Je vous demande donc de bien vouloir approuver, ou non ces tarifs.

### **Henri ARBEILLE :**

Juste une petite intervention, nous sommes plusieurs à être membres de cette association et nous ne prendrons pas part au vote, mais lors d'un comité de pilotage, nous avons dans le cadre de la future DSP, évoqué le fait d'indiquer les 2% requis sur l'augmentation, cela été préconisé. Et là, actuellement par rapport à l'année dernier nous sommes sur une augmentation de 10%. Et il me semble que nous avons imposé un curseur.

### **Christophe VIGNAUD :**

Non, nous l'avions proposé, pas imposé. Et à priori, nous avons le club le moins cher de la région.

### **Henri ARBEILLE :**

Oui, je confirme, espérons que cela ne se reproduira pas encore le cas l'année prochaine.

### **Christophe VIGNAUD :**

Passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ?

Très bien.

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 mars 2023

### Délibération n° 230317-015 : Approbation des tarifs du golf d'Hossegor

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 24

Votants : 27

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**VU** le contrat de délégation de service public du golf d'Hossegor approuvé par l'assemblée délibérante en date du 4 novembre 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que le Conseil Municipal doit approuver les tarifs de l'activité de cette délégation de service public ;

**CONSIDÉRANT** l'offre tarifaire proposée par le délégataire, l'association Golf Club d'Hossegor ;

En tant que personnes intéressées, ne prennent pas part au vote :

- M. Jean BELLOCQ,
- M. Henri ARBEILLE,
- M. Baudouin MERLET,

*Après en avoir délibéré,*

**A l'unanimité des votants,  
Le Conseil Municipal,**

**FIXE** les tarifs comme suit :

	INDIVIDUEL	MENAGE
<div>♦ <u>COTISATION 9 MOIS 1/2</u></div> <div>(sauf Juillet-Août et les 15 premiers jours de septembre)</div> <div>* DROIT ENTREE</div> <div>* COTISATION</div>	<div>{ 1 250 € }</div> <div>{ 1 280 € }</div>	<div>{ 2 500 € }</div> <div>{ 2 100 € }</div>
<div>♦ <u>COTISATION ANNEE</u></div> <div>(du 1er janvier au 31 décembre)</div> <div>* DROIT D'ENTREE</div> <div>* COTISATION</div>	<div>{ 2 000 € }</div> <div>{ 1 750 € }</div>	<div>{ 4 000 € }</div> <div>{ 2 920 € }</div>
COTISATION JEUNE ( 18 A 24 ANS)	755 €	
MEMBRE EN CONGE	320 €	***
MEMBRE NON JOUEUR	185 €	***
♦ ACCESSOIRES		
LOCATION CHARIOT ELECTRIQUE A L'ANNEE	220 €	
LOCATION CHARIOT ELECTRIQUE JOURNEE	10 €	
LOCATION VESTIAIRE A L'ANNEE	45 €	
♦ LICENCES		
ADULTE (plus de 25 ans né(e) avant 1996)	58 €	
Création de licence		
Renouvellement AVEC ou SANS changement de club		
JEUNE ADULTE (né(e) de 1998 à 2004 inclus)	de 19 à 25 ans	34 €
JEUNE (né(e) de 2005 à 2010 inclus)	de 13 à 18 ans	22 €
ENFANT (moins de 13 ans né(e) à partir de 2009 inclus)	moins de 13 ans	19 €
PERSONNEL DU GOLF (salarié du golf)	23 €	

	<b>BASSE SAISON</b> <i>Du 02 janvier au 07 avril</i> <i>Du 16 octobre au 31 décembre</i>	<b>HAUTE SAISON</b>  <b>Du 08 avril au 15 octobre</b>
<b>GREEN FEES</b> 18 trous/ personne	<b>77 €</b> (1/2 tarif si -25 ans = 38,50 €)	<b>98 €</b> (1/2 tarif si -25 ans = 49 €)
<b>CARNET 10 GREEN FEES</b> (1 personne ou 1 couple)	<b>510 €</b> valable uniquement en basse saison	<b>660 €</b> valable l'année civile
<i>Les carnets sont à consommer dans l'année civile</i>		
<b>CARNET 20 GREEN FEES</b> (1 personne ou 1 couple)	<b>800 €</b> valable uniquement en basse saison	<b>1 180 €</b> valable l'année civile

SEMAINE INDIVIDUELLE (1/2 tarif si -25 ans)	250 € (1/2 tarif si -25 ans = 125 €)	*** pas en haute saison ***
ABONNEMENT JEUNE (-18 ans) ANNÉE COMPLETE	400 € (valable l'année civile)	
ABONNEMENT JEUNE (-18 ans) VACANCES SCOLAIRES	240 € (zones A B & C)	
DROIT DE COMPETITION ADULTE (18 ans et plus)	10 € (18 ans et plus)	
DROIT DE COMPETITION JEUNE (- 18 ans)	5 € (- 18 ans)	
CHARIOT MANUEL	5 €	PRACTICE 30 BALLES / SEAU
CHARIOT ÉLECTRIQUE (18 trous)	17 €	1 SEAU : 4 €
		2 SEAUX : 7 €
		5 SEAUX : 15 €
		11 SEAUX : 28 €

**PRÉCISE** que ces tarifs seront reconduits annuellement de manière tacite ou modifiés par délibération du Conseil Municipal.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
 Au registre suivent les signatures,  
 Pour extrait certifié conforme,  
 A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

**16.Demande de subvention à la Direction régionale des Affaires culturelles (DRAC) Nouvelle-Aquitaine pour la maîtrise d'œuvre des travaux du Sporting-Casino**

**Christophe VIGNAUD :**

Point suivant, il s'agit d'une demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles de la Nouvelle Aquitaine (DRAC) pour la maîtrise d'œuvre des travaux du Sporting-Casino.

Pour rappel, au courant du mois d'août dernier, nous avons rencontré les services de la DRAC à Bordeaux avec les agents de la commune et avec l'appui du cabinet d'architecte pour connaître notre éligibilité des aides qui pourraient nous être allouées pour ce projet.

Nous sommes éligibles à hauteur de 4.5M€, sur l'ensemble des budgets et dépenses prévue. Et la DRAC nous subventionne à hauteur de 20%, donc c'est 900 000€. Cette aide, sera versée sur 36 mois.

C'est la raison pour laquelle, je vous demande de m'autoriser à demander cette aide auprès de la DRAC. Même si je pense que sur le sujet tout le monde est d'accord pour aller récupérer de l'argent.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ?

## Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 17 mars 2023

**Délibération n°230317-016: Sollicitation d'une subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Nouvelle-Aquitaine pour l'avenant à la maîtrise d'œuvre des travaux de réhabilitation du Sporting-Casino**

L'an deux mille vingt-trois, le dix-sept mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix mars deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 24**

**Votants : 27**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP

**Absents représentés :** Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

**Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Monsieur le Maire rappelle que la maîtrise d'œuvre de l'ensemble des travaux de réhabilitation du Sporting-Casino a été confiée au cabinet Moon Safari ; des surcoûts liés à des évolutions programmatiques et techniques (notamment de grosses interventions supplémentaires sur les aciers des bétons se sont avérées nécessaires à la suite du diagnostic, mais également des évolutions du périmètre intégrant une partie du Jaï-Alaï et les tribunes extérieures).

Le Sporting-Casino étant inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques depuis le 18 décembre 1991, il est possible de solliciter une subvention d'État auprès du ministère de la culture et de la communication, qui pourrait s'élever à 20 % du montant hors taxes des honoraires.

***Après en avoir délibéré,***

***A l'unanimité***



**Le Conseil Municipal**

**SOLLICITE** une subvention d'État auprès du ministère de la Culture et de la communication pour l'avenant à la maîtrise d'œuvre le Sporting-Casino d'Hossegor.

**APPROUVE** le plan de financement prévisionnel suivant :

Dépenses		Recettes	
Libellés	Montant H.T	Libellés	Montant H.T
Etude	694 925,35 €	Subvention DRAC	138 985,07€
		Fonds propres	555 940,28€
TOTAL	€	TOTAL	<b>694 925,35€</b>

**AUTORISE** Monsieur le Maire à établir le dossier de demande de subvention et à signer tous les actes et demandes nécessaires à la perception de cette aide.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 17 mars 2023,

Le secrétaire de séance,

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

## INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

### Décisions du maire :

#### Christophe VIGNAUD :

Nous avons presque fini, passons au récapitulatif des décisions du maire prises qui sont au nombre de 4.

La création d'une régie d'avance et de recette pour l'événementiel, en fait nous avons créé cette régie pour tous les événements sur la commune et également pour le voyage des enfants à Tahiti.

La deuxième est la réattribution de la concession aux halles à la suite du désistement de la personne qui avait été retenue. Je vous en avais parlé lors du dernier conseil, et pour des raisons personnelles, cette personne s'est retirée, le choix s'est donc porté sur la personne qui était arrivée en 2<sup>ème</sup> position par la commission.

Ce sera donc un stand LA BOCA, avec des produits sud-américains, des empanadas mais aussi des produits d'Amérique latine.

Nous avons également mis à disposition un logement communal libre pour une personne qui est en difficulté qui devait suivre des traitements médicaux assez lourds et il vivait dans sa voiture.

Ensuite ce sont des tarifs relatifs au cimetière si tu veux en dire 2 mots :

#### Véronique CAZAVANT :

On a eu une concession qui nous a été rétrocédée, sur laquelle il y avait un caveau que nous avons donc remis en état et que nous mettons de nouveau à disposition.

Pour le tarif mentionné, nous avons fait une moyenne des tarifs des caveaux revendus dans les autres et nous avons pris en dessous du prix le plus bas.

#### Christophe VIGNAUD :

Et pour finir, le dernier point c'est un marché public de fournitures et de maintenance pour l'achat de 10 poubelles compactrices. Elles ne sont pas magnifiques, mais sont très utiles, et l'été elles nous permettent de ne pas avoir de personnel supplémentaire.

La séance du Conseil municipal de ce soir, qui a été relativement rapide, est terminée, je vous remercie en tout cas avoir participé activement à cette à ces échanges et je vous donne rendez-vous pour le prochain conseil municipal, le 28 avril à 19h.

Je vous souhaite une bonne soirée et merci à vous tous.

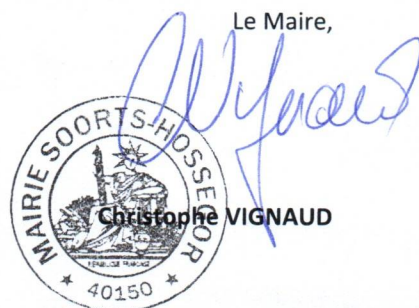
Adopté et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
A SOORTS-HOSEGOR, le 28 avril 2023

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD